

**Matrice des réponses aux commentaires du public  
au sujet du projet de loi relatif aux établissements  
de crédit et organismes assimilés  
publié sur le site internet du Secrétariat Général du Gouvernement**

Auteur / Organisme/ Département / Ville	Commentaires	Avis
<p><b><u>EL MILOUDI</u></b> <b><u>CHABBAR</u></b></p> <p><b>Rabat</b></p>	<p>1) Le texte de loi reste dans les généralités ce qui appelle un certain nombre de questions pour les professionnels ;</p>	<p>Le projet de loi présenté a pour objectif de définir l'ossature d'un cadre législatif régissant les banques participatives au Maroc. Le décret d'application de cette loi et la réglementation bancaire subséquente préciseront les détails requis.</p>
	<p>2) Absence de clarification d'un certain nombre de points indispensables pour le fonctionnement des banques participatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• marché monétaire adapté ;</li> <li>• relation entre les banques participatives et le Fonds de Garantie des Dépôts ;</li> <li>• mode de leur fonctionnement du Fonds de Garantie des Dépôts pour la rentabilisation de ses fonds suivant les préceptes de charia ;</li> <li>• relation entre le Comité Charia pour la Finance et les Comités d'audit établis au niveau des banques participatives ;</li> <li>• relation entre le Comité des Etablissement de Crédit et le Comité Charia pour la Finance;</li> </ul> <p>• le projet ne présente pas les modes de financement « Salam », « AT Istisnaâ » et « Soukuk » qui étaient annoncés par BAM auparavant.</p> <p>3) Le texte ne fait aucune allusion aux produits d'assurance conformes à la charia « Takaful servant de soutien et de garantie aux opérations bancaires des banques participatives ;</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Voir la réponse à la question 1 ci-dessus.</li> <li>• Sur la question du marché monétaire, il y a lieu de signaler que les instruments de politique monétaire relèvent de la loi portant statut de Bank Al Maghrib et non de la Loi Bancaire.</li> <li>• L'article 57 laisse la voie ouverte à l'introduction de nouveaux produits de financement. Il donne la possibilité aux banques participatives de proposer d'autres produits conformes aux préceptes de la Charia dont les caractéristiques techniques ainsi que les modalités de leur présentation à la clientèle sont fixées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib après avis du Comité charia pour la finance et du Comité des établissements de crédit. Par ailleurs, le fait de fixer de manière exhaustive la liste des produits pouvant être offerts au public dans le projet de loi est de nature à empêcher l'innovation et l'introduction de nouveaux produits.</li> <li>• Les aspects relatifs aux produits Takaful et Sukuk seront couverts respectivement par le Code des assurances et par la loi sur la titrisation qui sont en cours de finalisation.</li> </ul>
	<p>4) Le texte est silencieux sur les modes de gestion «Salam », « al Istisnaâ » et « Soukuk » ;</p>	<p>Voir la réponse à la question 2 ci-dessus.</p>
	<p><b><u>Article 53 Commentaire :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le déposant aura-t-il la possibilité de choisir les projets d'investissement ou sera-t-il rémunéré sur la base de la moyenne des résultats de l'ensemble des projets d'investissement de la Banque ?</li> </ul>	<p><b><u>Article 53 Réponse:</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 53 précise que le choix des projets d'investissement se fait par consentement mutuel des parties prenantes dont la rémunération des</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La rémunération des dépôts d'investissement est-elle liée uniquement aux opérations d'investissement de la banque convenues avec sa clientèle ; sachant que l'article 8 ne parle que des services d'investissement définis comme opérations de placement pour compte propre ou pour compte de tiers ? Propositions : - Dans le cas de rémunération sur la base du package des opérations de financement bancaires, proposition d'intégrer également dans la rémunération des dépôts d'investissement les opérations à caractère commerciale comme « Mourabaha » et « Ijara » sachant qu'elles présenteront du moins au départ l'essentiel du portefeuille d'opérations bancaires ; - Nous proposons d'intégrer également les opérations d'investissement directes, comme « Moucharaka » et « Moudaraba »</li> </ul> <p><b>Article 54 Commentaire :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• aucune indication sur comment déterminer la responsabilité de la banque en cas de perte ?</li> <li>• La possibilité de versement d'une commission par le déposant à la banque en contrepartie des dépôts d'investissement n'est pas très claire pour deux raisons : 1- la première : la contrepartie de la commission à payer par le déposant n'est pas définie, sachant qu'il dépose ses fonds à la banque ; 2- la seconde : dans ce cas de figure, il n'y a pas de partage de risque et la conformité de l'opération par rapport aux principes de la chariâa n'est pas vérifiée ;</li> <li>• L'avis du Comité des Etablissements de Crédit (CEC) est cité après celui du Comité Charia pour la Finance (CCF);</li> </ul> <p><i>Propositions : - Mise en place d'un système d'identification de la responsabilité en cas de réalisation d'une perte par le projet d'investissement du client ; - Eliminer cette possibilité qui risque de : 1- ne pas être conforme à la chariâa ; 2- pousser les banques participatives à utiliser massivement cette formule avantageuse pour la banque ; - Pour être conforme avec le principe d'opposabilité du CCF cité à l'article 63, Il est souhaitable que cet organisme soit le dernier à émettre son avis.</i></p> <p><b>Article 55-7 Commentaire :</b></p> <p>Les banques participatives peuvent exercer les activités connexes à leurs activités prévues à l'article 7 ; toutefois, parmi ces activités il ya les opérations d'assurance de personnes, d'assistance et d'assurance-crédit ; Propositions : - A l'instar de ce qui est praticable au niveau international, il est souhaitable que les produits d'assurance soient conformes à la charia suivant le système « Takaful ».</p> <p><b>Article 55-8 Commentaire :</b></p> <p>Les circulaires BAM définissant les services d'investissement et les modalités de leur fourniture sont fixées après avis du CEC Propositions : - Il est souhaitable que l'avis du CEC doit être suivi de l'avis du CCF</p>	<p>dépôts d'investissement reçus du public est liée aux résultats des investissements convenus avec la clientèle ou au résultat de la banque en fonction de la nature du dépôt d'investissement restreint ou non restreint. Dans ce dernier cas, les fonds sont investis généralement dans les financements accordés par la banque sous forme de Mourabaha, Ijara ou autres.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Il est à préciser ici que les dépôts d'investissement sont différents des services d'investissement.</li> </ul> <p><b>Article 54 Réponse:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 54 précise que les pertes sont supportées par le déposant, considéré comme bailleur de fonds, sauf s'il s'agit d'une faute grave commise par le gestionnaire, en l'occurrence la banque.</li> <li>• La notion de faute grave relève de l'appréciation de la justice.</li> <li>• L'article 54 précise également que le dépôt d'investissement est un contrat qui lie le déposant en tant que bailleur de fonds et la banque en tant que gestionnaire. Ainsi, la rémunération de la banque gestionnaire s'effectue soit à travers une commission, soit à travers le partage de profits issus des investissements selon un prorata prédéterminé.</li> <li>• Bien que les avis de ces deux comités soient interdépendants, leurs missions sont différentes. Une priorisation pourrait être envisagée au niveau opérationnel selon la nature des dossiers traités.</li> </ul> <p>Voir la réponse relative à la question 2.</p> <p>Le principe édicté par le titre III de ce projet implique que toutes les activités exercées par les banques participatives requièrent un avis de conformité de la part du Comité Charia pour la Finance, y compris pour l'exercice des services d'investissement.</p>
--	---	---

	<p><b>Article 56 Commentaire :</b>  Le financement « Ijara » porte sur les biens meubles et immeubles destinés à usage autorisé par la loi ;  « Moucharaka » : les deux parties participent aux pertes à hauteur de leur participation. Mais, la détermination de la responsabilité de la perte est exigée également dans ce mode de financement ;  «Moudaraba» : les deux pertes sont assumées exclusivement par Rab el Mal sauf en cas de fraude commise par le Moudarib. Par analogie avec à la rémunération des dépôts d'investissement ou Moucharaka, Il n'ya pas uniquement que le cas de fraude ;</p> <p>Les circulaires BAM définissant les caractéristiques techniques des produits ainsi que les modalités de leur présentation à la clientèle seront soumises à l'avis du CCF et à celui du CEC ;  Parmi les 4 modes de financement, nous remarquons l'absence des modes de financement des cycles de production agricole, artisanale, industriel et immobilier ainsi que « Soukuk ».</p> <p><i>Propositions : - Ajouter à l'autorisation de la loi, la conformité à la charia ; parce que certains produits sont autorisés par la loi mais ne sont pas conformes à la charia ; - Ajouter : sauf faute grave de l'entrepreneur ; -Ajouter : fraude ou faute grave commise par le Moudarib. -Pour être conforme avec le principe d'opposabilité du CCF, cité à l'article 63, Il est souhaitable que cet organisme soit le dernier à émettre son avis ; - Selon l principe juridique de parallélisme des formes, nous proposons que les 3 nouveaux modes de financement de base « Salam », « Al Istisnaâ » et « Soukuk » soient adoptés suivant la source législative et réglementaire.</i></p> <p><b>Article 57 Commentaire :</b>  Les circulaires BAM définissant les caractéristiques techniques des produits et les modalités de leur présentation à la clientèle seront soumises à l'avis du CCF et à celui du CEC. <i>Propositions : -Pour être conforme avec le principe d'opposabilité du CCF cité à l'article 63, Il est souhaitable que cet organisme soit le dernier à émettre son avis.</i></p> <p><b>Article 58 Commentaire :</b>  Les établissements de crédit peuvent exercer l'activité des banques participatives sous réserve de l'agrément de BAM et après avis du CEC. L'avis du CCF est également recommandé dans ce cas. <i>Propositions : - ajouter : après avis du CEC et du CCF</i></p> <p><b>Article 67 Commentaire :</b>  Les circulaires BAM définissant les Conditions et modalités de fonctionnement des comités d'audit de conformité à la charia au niveau des banques participatives sont soumises à l'avis du CEC ; mais elles doivent également être soumises à l'avis du CCF</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Les dispositions de l'article 56 s'appliquent sans préjudice des dispositions de l'article 52, qui définit les banques participatives et exige la conformité à la Charia de toutes les opérations exercées.</li> <li>•Bien que les avis de ces deux comités soient interdépendants, leurs missions sont différentes. Une priorisation pourrait être envisagée au niveau opérationnel selon la nature des dossiers traités.</li> <li>•Comme déjà précisé, l'article 57 laisse la voie ouverte à l'introduction de nouveaux produits en conformité avec les préceptes de la Charia.</li> <li>•La loi n'a pas à fixer de façon exhaustive la liste des produits sachant que Mourabaha, Moucharaka, Ijara et Moudaraba cités dans le projet de loi constituent plus de 90% de l'industrie de la finance islamique.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>•Bien que les avis de ces deux comités soient interdépendants, leurs missions sont différentes. Une priorisation pourrait être envisagée au niveau opérationnel selon la nature des dossiers traités.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>•La mission du CCF porte sur la conformité à la Charia des produits offerts et non sur l'autorisation d'exercice des banques qui relève des missions de Bank Al-Maghrib sans préjudice des dispositions des articles 52 et 60.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>•Les conditions et modalités de fonctionnement des comités d'audit charia sont d'ordre technique et organisationnel ne nécessitant pas l'avis du CCF. Par ailleurs, comme cela a été déjà souligné, les missions du CCF portent sur la conformité des opérations et</li> </ul>
--	---	---

	<p>Pour que les comités d'audit puissent avoir une liberté d'action et un pouvoir décisionnel et de contrôle, il est recommandé qu'ils ne soient pas rattachés au pouvoir exécutif des banques participatives</p> <p><i>Propositions : - Pour être conforme avec le principe d'opposabilité du CCF cité à l'article 63, et pour un fonctionnement correct de ces comités, il est souhaitable que l'avis du CCF soit établi et en dernier. - Nous proposons de définir leur organisation dans la loi bancaire et de les rattacher aux conseils de surveillance des banques participatives.</i></p>	<p>produits offerts au public par rapport aux préceptes de la Charia, et le développement de tout produit ou service financier conformes à la Charia.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Voir commentaire/ article 57.</li> </ul>
	<p><b>Article 70 Commentaire :</b></p> <p>-Le mode de fonctionnement du Fonds de Garantie des Dépôts n'est pas clarifié ; essentiellement pour la rentabilisation de ses fonds d'une façon conforme à la charia et pour son concours aux banques participatives en cas de difficulté et le problème d'utilisation du taux d'intérêt. Ce qui nous ramène à poser la question du besoin de trésorerie récurrent des banques participatives et du placement de leurs excédents de trésorerie.</p> <p><i>Propositions : - Clarification du mode de gestion du FGD suivant les principes de charia ; - Clarification du marché monétaire Adapté à ces modes de financement et le mode de fonctionnement entre les banques participatives et la banque centrale en cas de besoin de levée de fonds ;</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Selon l'article 70, il est institué un fonds de garantie des dépôts, destiné à indemniser les déposants des banques agréées à effectuer les opérations objet du présent titre (banques participatives), en cas d'indisponibilité de leurs dépôts et de tous autres fonds remboursables. Ce fonds est distinct du Fonds Collectif de Garantie des Dépôts cité à l'article 131. Toutefois, la gestion des deux fonds sera confiée à la même société gestionnaire (article 72).</li> <li>•L'article 72 précise que les conditions et les modalités de fonctionnement de ce fonds seront arrêtées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib après avis du Comité des établissements de crédit et du Comité charia pour la finance.</li> <li>•La relation entre les banques participatives et la banque centrale, notamment pour les besoins de refinancement, sera détaillée au niveau de la réglementation.</li> </ul>
	<p><b>Article 73 Commentaire :</b></p> <p>Les circulaires BAM définissant l'application des dispositions de la loi bancaire aux banques participatives sont soumises à l'avis du CEC ; mais elles doivent également être soumises à l'avis du CCF. <i>Propositions : - Pour être conforme avec le principe d'opposabilité du CCF cité à l'article 63, Il et pour un fonctionnement correct et conforme à charia, il est souhaitable que l'avis du CCF soit établi et en dernier.</i></p> <p>1) Le déposant en dépôts d'investissement aurait-il la possibilité de choisir un projet d'investissement ou se contenterait-il d'investir ses fonds dans la masse des activités financés par la banque ? Dans le 1er cas la banque serait obligé d'utiliser des outils de gestion très performants (comptabilité analytique, comptabilité client, comptabilité projet ...) ;</p> <p>2) La rémunération des dépôts d'investissement en cas de perte est supportée par le déposant sauf en cas de faute grave de la banque ; ce qui nécessiterait la mise en place d'une procédure de définition de la responsabilité de la perte, ce qui est très</p>	<p>Voir réponses aux commentaires des articles 57 et 58.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>•L'article 53 précise que le choix des projets d'investissement se fait par consentement mutuel des parties prenantes (les banques participatives sont habilitées à recevoir du public des dépôts d'investissement dont la rémunération est liée aux résultats des investissements convenus avec la clientèle).</li> <li>•l'alinéa 2 de l'article 54 précise que les conditions et</li> </ul>

	<p>difficile à vérifier.</p> <p>1) Prévoir en parallèle la mise en place d'un système d'assurance conforme à la charia, à l'instar de ce qui se pratique au niveau international ;  2) Mise en place d'un cadre fiscal adéquat permettant à la concurrence de jouer pleinement son rôle ;  3) Existence d'un code de commerce réglementant l'ensemble de ses opérations d'une façon simple et claire et garantissant aux banques le recouvrement de leurs créances d'une façon rapide ;  4) Adoption par les banques de système comptable et de système de gestion de risques spécifiques et adaptés ;  5) Engagement par les banques participatives d'assurer une formation qualifiante de leur personnel ;  6) Adoption par les banques participatives de campagnes de sensibilisation à grande échelle ;  7) Le Comté Charia pour la Finance doit normalement renfermer des spécialistes en charia et banquiers.</p>	<p>modalités de collecte et d'emploi de ces dépôts sont fixées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib après avis du Comité Charia pour la finance et du Comité des établissements de crédit.</p> <p>• Toutes ces propositions sont prises en considération par les législations et réglementations concernées.</p>
<p><b><u>RHANDI</u></b>  <b><u>MOUNIR</u></b></p> <p><b>Hay El Fath,  Rabat</b></p>	<p>Bonjour, Ci-dessous quelques remarques sur l'avant projet de loi 34-03 sur les établissements de crédit.</p> <p>De prime abord, il ressort de la lecture du l'avant projet qu'il n'offre qu'un cadre réglementaire très réduit par rapport aux attentes depuis plusieurs années d'introduction de la finance islamique au Maroc, par rapport à la richesse des produits de cette Finance islamique et par rapport aux opportunités et fortes potentialités de financements extérieurs qu'elle présente pour l'économie marocaine, en particulier à travers l'instrument 'Sukuk' que nos voisins tunisiens s'appêtent à introduire en début 2013.</p> <p>L'avant projet ne cite pas les principales opérations réputées chez les banques islamiques comme dans le domaine agricole (Salam, Mouzaraa et Mougharassa) et non plus le contrat Istisnaa qui est susceptible d'encourager les PME.</p> <p>• Nécessité d'adaptation du cadre réglementaire avec les opérations des banques participatives, notamment en matière de la fiscalité, des assurances et du marché financier.</p> <p>• Nécessité de mise en place d'un système d'assurance Takaful pour garantir la conformité des packages offerts par la banque islamiques aux règles de la sharia.</p>	<p>• Comme cela a été précédemment souligné, l'article 57 laisse la voie ouverte à l'introduction de nouveaux produits de financement. Il donne la possibilité aux banques participatives de financer leur clientèle à travers d'autres produits conformes aux préceptes de la Charia dont les caractéristiques techniques ainsi que les modalités de leur présentation à la clientèle sont fixées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib après avis du Comité charia pour la finance et du Comité des établissements de crédit.</p> <p>• Il a été également souligné que les aspects relatifs aux produits Takaful et Sukuk seront couverts respectivement par le Code des assurances et par la loi sur la titrisation qui sont en cours de finalisation.</p> <p>• Toutes ces propositions sont prises en considération par les législations et réglementations concernées.</p>

	<p>Pour garantir une concurrence saine et équitable, les établissements de crédit autres que les banques participatives, qui souhaitent commercialiser les produits du Titre III, doivent créer des filiales indépendantes ayant statut de banque participative qui soient soumises aux mêmes règles et obligations.</p> <p>Nécessité d'Indépendance du comité Charia pour la finance. Il faut spécifier les conditions et les compétences requises pour ses membres.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Concernant son indépendance, le Comité Charia pour la Finance est créé, conformément à l'article 61, au sein du Conseil Supérieur des Oulémas placé sous la tutelle et présidé par Sa Majesté conformément aux dispositions du dahir n°1-03-300 du 2 rabii I 1425 (22 avril 2004).</li> <li>•L'article 61 stipule que la composition et les modalités de fonctionnement du Comité Charia pour la finance sont fixées par décret.</li> </ul>
	<p>Exclusion non justifiée dans l'article 18, pour les associations de micro-crédit et la Caisse de Dépôt et de Gestion des prescriptions du titre III.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Conformément à l'article 60, les produits offerts par les banques participatives peuvent être commercialisés par les banques et les sociétés de financement. Par ailleurs, rien n'empêche que d'autres institutions puissent exercer les activités des banques participatives sous réserve de se conformer à la législation et à la réglementation qui leur sont applicables.</li> </ul>
	<p>Il faut mettre en place des mécanismes appropriés qui permettent d'exclure les transactions sur base d'intérêts des opérations des banques participatives avec la banque centrale. De même pour le fonds de garantie des dépôts.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•L'article 52 précise clairement que les banques participatives seront habilitées à exercer à titre de profession habituelle en conformité avec les préceptes de la Charia, les activités visées à l'article 1er ci-dessus ainsi que les opérations commerciales, financières et d'investissement, à l'exclusion de toute opération impliquant la perception et le versement d'intérêt. Il en est de même du fonds de garantie des dépôts.</li> </ul>

**ASMECI**  
**مؤسسة زهور**  
**الزرقاء،**  
**زنقة**  
**النمو،**  
**دوار**  
**الرجاء في**  
**الله، الرباط**

بسم الله الرحمن الرحيم الجمعية المغربية للدراسات والبحوث في الاقتصاد الإسلامي  
\*\*\*\*\*  
\*\*\*\*\* ملاحظات حول مسودة مشروع القانون البنكي إثر تنظيم حلقة دراسية بتاريخ 15 شتنبر 2012  
\*\*\*\*\*  
\*\*\*\*\* تنبيه: تلخص هذه الورقة مجموع الملاحظات والاقتراحات التي أبدتها المشاركون في الحلقة الدراسية وهي لا تعبر كلها بالضرورة عن آراء الجمعية أو موقف رسمي لها.  
\*\*\*\*\*  
\*\*\*\*\*

نظمت الجمعية المغربية للدراسات والبحوث في الاقتصاد الإسلامي حلقة دراسية من أجل مداورة مسودة مشروع القانون رقم 03-34 المتعلق بمؤسسات الائتمان والهيآت المعتمدة في حكمها التي طرحتها الأمانة العامة للحكومة بتاريخ 4 شتنبر 2012 على موقعها الإلكتروني قصد تلقي تعليقات المواطنين. وأبرزت المداخلات على العموم، رغم ما تمت الإشارة إليه من عناصر إيجابية من خلال الباب الثالث المتعلق بالبنوك التشاركية، ضعف الصيغة المطروحة في المشروع مقارنة بمستوى التطلعات والآمال المعقودة على ولوج العمل المصرفي الإسلامي للمغرب، وكذلك بالنظر إلى ما تتيحه الصناعة المالية الإسلامية من إمكانيات للنهوض بالاقتصاد الوطني.  
من مستجدات القانون بالمقارنة مع دورية بنك المغرب السالفة: إحداث هيئة للرقابة الشرعية وإضافة عقد المضاربة. وبالمقابل، لم يتم إدراج صيغ الصكوك وعقود أخرى يأتي ذكرها في البند 4.3 من هذه الورقة، رغم أنه سبقت مداورة بعض



هذه العقود وهي جاهزة لدى بنك المغرب. وفي هذا السياق، أشار بعض المتدخلين إلى أن غياب الصكوك من شأنه أن يحد من القدرة على جلب السيولة الخارجية قصد تمويل الاقتصاد الوطني. ويمكن تلخيص الملاحظات والمقترحات في المحاور التالية: (1) الإطار العام للبنوك التشاركية، (2) الإطار الشرعي والمؤسسي، (3) المنتجات المعروضة، (4) إجراءات قانونية مصاحبة، (5) مقومات النجاح. (1) الإطار العام للبنوك التشاركية أشار المتدخلون إلى أن مسودة القانون يطغى عليها العموم وتفتقد إلى التفصيل. كما أنها، كنتيجة لطبيعتها جد الاحترازية، تعرف تقزيمًا لصناعة التمويلات الإسلامية. مما جعل البعض يعتبر هذه المسودة استنساخًا لدورية بنك المغرب الصادرة سنة 2007 حول المنتجات البديلة، وأنها تحمل تهديدًا حقيقيًا على القدرة التنافسية المتكافئة للبنوك الإسلامية المنتظر إنشاؤها، وتهديدًا على نجاح التجربة بصفة عامة، مما يستلزم تحدي الإغناء والتطوير عبر أعمال قوة اقتراحية كبيرة

1.1. على مستوى التسمية، تعتبر الصيغة المقترحة "كبنوك تشاركية" أولى الآن، لأننا نريد التركيز على الجوهر لا على التسميات. كما يمكن لنفس السبب، الاحتفاظ بالصيغة الحالية للقانون المدمج الذي يشمل البنوك التقليدية والتشاركية في نفس الوعاء، بدلا من العمل على تخصيص قانون منفرد للبنوك التشاركية.

2.1. بالنسبة للتمويلات الصغرى، تم إدماج جمعيات السلفات الصغرى في القانون البنكي، وبذلك سيتم مستقبلا منح التراخيص لممارسة هذه الأنشطة من طرف والي بنك المغرب عوض وزير المالية. لكن تتجلى

• يمكن للبنوك وشركات التمويل بموجب المادة 60 مزاولة جزء أو كل العمليات الخاصة بالبنوك

<p>الخطورة الكبرى لهذا الإجراء في المادة 18 التي تستثني أحكام الباب الثالث المتعلق بالبنوك التشاركية من اختصاص جمعيات السلفات الصغيرة وتجبرها بالتالي على المعاملات الربوية. فوجب إذن إضافة الإشارة إلى أحكام الباب الثالث في الفقرة الثانية من المادة 18.</p>	<p>التشاركية. كما يمكن لهيئات أخرى أن تمارس العمليات الخاصة بالبنوك التشاركية شريطة التقيد بالقوانين و التنظيمات الخاصة بها.</p>
<p>3.1. يجب العمل على ملاءمة الإطار التشريعي والتنظيمي مع عمليات البنوك التشاركية بصفة كاملة، لا جزئية، خصوصا فيما يتعلق بالمدونة العامة للضرائب ومدونة التأمينات ومدونة التجارة ومدونة تحصيل الديون العمومية وقانون المنافسة والقوانين المنظمة للسوق المالية وتلك المعمول بها في مجال التحفيظ العقاري. والغاية من هذه الملاءمة هي ضمان تنافسية متكافئة مع مؤسسات الائتمان الأخرى.</p>	<p>• مشروع القانون المقترح يتعلق فقط بمؤسسات الائتمان والهيئات المعتمدة في حكمها، غير أن المقترح القاضي بملائمة الإطار التشريعي والتنظيمي مع عمليات البنوك التشاركية بصفة كاملة يدخل في صلب توجهات الحكومة.</p>
<p>4.1. كما تمت ملاحظة غياب أي إشارة إلى المعايير المحاسبية الخاصة بالبنوك التشاركية في المسودة، رغم كون البنوك الإسلامية حققت إنجازات متطورة عالميا في هذا المجال (تجدد الإشارة إلى أنه قد سبق لبنك المغرب نشر مذكرة خاصة بالمعايير المحاسبية فيما يتعلق بالمنتجات البديلة التي طرحت للتسويق سنة 2007. لذلك، يوصى بأن يتم التنصيص عليها في مسودة القانون مع ضرورة تحيين هذه المذكرة قصد أخذ المنتجات الإضافية بعين الاعتبار).</p>	<p>• تدخل المعايير المحاسبية في إطار النصوص التطبيقية للقانون البنكي.</p>

- المجلس العلمي الأعلى الذي هو مؤسسة دستورية والهيئة الوحيدة التي يمكنها إصدار الفتاوى عبر لجانها العلمية طبقا لمقتضيات الظهير رقم 300-03-1 الصادر في 2 ربيع الأول 1945 (22 أبريل 2004) والمتعلق بإعادة تنظيم المجلس العلمية.
- وتجدر الإشارة إلى أن أمير المؤمنين جلالة الملك يتأسس هذا المجلس، مما يضمن استقلالية القرارات المتخذة.
- بموجب الظهير السالف الذكر، فإن أعضاء لجنة الشريعة للمالية يحدده النظام الداخلي لهذه الأخيرة و الذي يتم إعداده و المصادقة عليه من طرف المجلس العلمي الأعلى.
- يكمن دور لجنة الافتحاص الداخلي في تتبع ملائمة و موافقة عمليات البنك لقواعد الشريعة و سيتم طبقا للمادة 67 تحديد شروط و كفاءات سيرها بمنشور والي بنك المغرب. ويكتسي هذا المنشور طابعا تقنيا محضا.

(2) الإطار الشرعي والمؤسسي تم التطرق خلال الحلقة الدراسية إلى اللجنة الشرعية وعلاقة الإطار القانوني بالإطار الشرعي، وأجمع الحضور على ضرورة الاستقلالية لهذه الهيئة.

1.2. وتم التساؤل حول جدوى اعتماد طرف خارجي متمثلا في المجلس العلمي الأعلى، وهو تساؤل مطبوع بالتخوف من الطابع المحافظ لهذا المجلس العلمي، لا على المستوى العلمي ولكن على مستوى التفاعل مع المجتمع والأعمال، وكذا التخوف من ارتباطه بالإطار السياسي. وتم التذكير بهذا الصدد، وعلى سبيل المقارنة، بمثال وزارة الأوقاف التي تعتمد في مجال تدبير الوقف العام، مجلسا شرعيا داخليا مستقلا، مكونا بنص المدونة، من علماء وخبراء محاسبين معتمدين وخبراء ماليين وتدبيريين وقانونيين، مستغنية بذلك عن وصاية خارجية أو إشراف المجلس العلمي الأعلى. ويشمل الغموض المحيط بلجنة "الشريعة للمالية" والتي يتولى بنك المغرب منصب كتابتها، تركيبة الأعضاء ومدى استقلالية ودينامية قراراتها. ويقترح لتجاوز هذه التخوفات أن يتم التنصيب على هيئة رقابة مستقلة عن أي هيئة غير مصرفية، وكذا توصيف تركيبتها في القانون البنكي، وأن يشترط في أعضائها توفر التخصص في مجال فقه المعاملات المالية، وأن يضاف لهم خبراء في الاقتصاد والقانون والحاسبة بشرط أن لا يكون لهم صوت. كما يستحسن في هذا السياق، تغيير الاسم المقترح في المسودة "لجنة الشريعة للمالية" بما يتوافق مع المهمة الموكولة إلى هذه الهيئة.

2.2. وقد أعرب بعض المتدخلين كذلك عن تخوفهم من عمل لجنة الافتحاص الداخلي، ومن مدى قدرتها على الاشتغال بجداد واستقلالية، ولذلك يستحسن أن

تكون تابعة لمجلس إدارة البنك عوض الإدارة التنفيذية شأنها شأن لجان التدقيق الداخلي الفني. كما ينبغي التنصيص في القانون على أن منشور تنظيمها يصدر بالتشاور أيضا مع لجنة الشريعة للمالية، لأن عمل لجنة الافتحاص هو التدقيق الشرعي.

3.2. يجب مراجعة المقتضيات التي تسمح لمؤسسات الائتمان بمزاولة عمليات البنوك التشاركية شريطة الاعتماد من طرف والي بنك المغرب بعد استطلاع رأي لجنة مؤسسات الائتمان ودون التنصيص على استطلاع رأي لجنة الشريعة. إذ أن مؤسسات الائتمان يجب أن تكون مطالبة على غرار البنوك التشاركية بوضع لجنة افتحاص و برفع تقرير سنوي لكل من لجنة الشريعة وبنك المغرب حول مطابقتها لأحكام الشريعة.

كما لم تتم الإشارة بالنسبة لهذه البنوك إلى أدنى الشروط التي تضمن عدم خلط استخدام الأموال ولا مطالبتها باعتماد محاسبة مستقلة بين التمويلات المطابقة للشريعة والتمويلات التقليدية. ولذلك يجب التنصيص بالنسبة لمؤسسات الائتمان التي ترغب في مزاولة عمليات البنوك التشاركية على ضرورة فتح نوافذ لها تخضع لنفس أحكام البنوك

• تخضع مؤسسات الائتمان التي قد تزاول عمليات البنوك التشاركية إلى جميع المقتضيات المتعلقة بهذه البنوك بما في ذلك إلزامية استطلاع رأي لجنة الشريعة للمالية قبل تسويق المنتجات الخاصة بنشاط البنوك التشاركية.

• تنص الفقرة الثانية من المادة 60 على أنه سيتم تحديد شروط وكيفيات مزاولة مؤسسات الائتمان لأنشطة البنوك التشاركية،

<p>التشاركية وتتمتع باستقلال تام لمعاملاتها.</p>	<p>بنشور يصدره والي بنك المغرب بعد استطلاع رأي لجنة مؤسسات الائتمان. و من بين النقاط التي سيتطرق لها هذا المنشور نذكر الشروط المحاسبية التي تمكنها من التفريق بين الأدوات المالية الخاصة بالبنوك التشاركية و الأدوات الأخرى.</p>
<p>4.2. تقترح الاستفادة من تجارب بعض الدول باعتماد جمعية مهنية خاصة بالبنوك التشاركية تكون موازية التمثيلية في المجموعة المهنية لبنوك المغرب، وتحضى بتمثيلية متكافئة داخل لجنة مؤسسات الائتمان (مقعدين). ويمكن أن تضم الجمعية المهنية للبنوك التشاركية فروع مؤسسات الائتمان المعتمدة لمزاوات عمليات هذه الأخيرة.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>تشكل البنوك التشاركية جزءا لا يتجزأ من المنظومة البنكية علما بأن البنوك الغير تشاركية يمكنها مزاولة الأنشطة التي تقوم بها البنوك التشاركية. و عليه، فإنه من الأفيد أن تنضم كل البنوك إلى هيئة واحدة يمكن أن تشكل داخلها لجان مختصة.</li> </ul>
<p>5.2. كما يقترح أن يخصص للبنوك التشاركية جهاز خاص بالإشراف عليها داخل البنك المركزي على غرار الجهاز المكلف بالإشراف على البنوك التقليدية نظرا للطبيعة الخاصة للعمليات المصرفية الإسلامية، وأن يتم تقنين كيفية تعامل البنك المركزي مع البنوك التشاركية التي تحتاج للسيولة المقدمة من طرفه أو ترغب في توظيف الأموال، دون أن يتم ذلك بناء على مبدأ الفوائد بل بما يوافق أحكام الشريعة كالا اعتماد على مبدأ المشاركة.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>هذا الاقتراح لا يدخل في إطار مشروع القانون المتعلق بمؤسسات الائتمان والهيئات المعتمدة في حكمها. سيقوم بنك المغرب بهيكله مصالحه بالطريقة التي تمكن بالقيام بمهام الإشراف والتعامل مع البنوك حسب طبيعة كل منها.</li> </ul>
<p>6.2. ويقترح أيضا إنشاء سوق بيني للبنوك</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>لا تدخل الآليات الخاصة مجلب</li> </ul>

<p>التشاركية يمكنها من تدبير السيولة خارج نطاق البنك المركزي فيما بينها بما يوافق أحكام الشريعة، والتفكير في خلق جهاز مستقل للسهر على دراسة ومتابعة سيولة هذه البنوك. كما ينبغي التأكيد في هذا الصدد على أهمية خلق سوق للصكوك يمكن من توفير السيولة من خلال سوق القيم المنقولة.</p>	<p>السيولة في إطار هذا القانون بل تتعلق بتطبيق القانون الأساسي لبنك المغرب.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• يفتح مشروع تعديل القانون رقم 33-06 المتعلق بتسديد الديون إمكانية إصدار صكوك مما يمكن من توفير السيولة في سوق الرساميل.</li> </ul>
<p>7.2. يجب التنصيص على نظام الغرامات التأخرية وغيرها، وعلى الجهة التي يعود إليها دفع حصيلتها، بالإضافة إلى وضع الضوابط الشرعية للمخالفات التي تستوجب استبعاد أرباح المعاملات المخالفة، وتحديد طرق صرفها.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• تعد الغرامات التأخرية ذات صفة تعاقدية، حيث أن كل عقد يستوجب مطابقة لأحكام الشريعة من طرف لجنة الشريعة للمالية.</li> </ul>
<p>(3) المنتوجات المعروضة</p> <p>1.3. يجب مراجعة مقتضيات المادة 54 من مسودة المشروع التي تنص على صيغة المشاركة في الودائع الاستثمارية "مقابل عمولة يدفعها المودع" لأن ذلك مخالف للأحكام الشرعية المتعلقة بالمضاربة، حيث تصبح العملية صيغة تدبير المال بالوكالة.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• تعرف المادة 54 الودائع الاستثمارية بمثابة عقد يربط بين المودع كعمول والبنك كمدير، وذلك مقابل عمولة يدفعها الممول (المودع) من أجل عمل التدبير الذي يقوم به البنك التشاركي أو تقاسم الأرباح الناتجة عن هذه الاستثمارات وفق نسبة محددة مسبقاً.</li> </ul>
<p>2.3. فيما يخص عقد الإجارة والاقتناء المنصوص عليه، يجب حذف <b>مقتضى الإلزام بالشراء</b>، لمخالفته الحكم الشرعي، الذي ينص على استقلالية عقدي الكراء والشراء من جهة، وعلى اختيارية عقد الشراء. وتجدر الإشارة إلى أنه يمكن تصحيح العبارة بـ "الإلزام بالوعد بالشراء" كما هو</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• في إطار عقد الإجارة والاقتناء يكون الوعد بالشراء ملزماً مادامت لم تكن هناك أي مواعدة (أنظر الفقرة 2 من المادة 8 من</li> </ul>

<p>معمول به في البنوك الإسلامية، ويفضل تغيير اسم "عقد إجارة واقتناء" إلى "إجارة مع وعد بالتمليك"، فهو أوضح في التعبير عن هذه المعاملة.</p>	<p>المعيار 9 لمعايير الشريعة لهيئة المحاسبة والمراجعة للمؤسسات المالية الإسلامية)</p>
<p>3.3. فيما يخص عقد المضاربة الوارد في المادة 56، يقترح استكماله بـ "أو تقصير (faute grave) من طرف المضارب، إضافة إلى ما ذكر من "حالة غش (fraude)".</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• تجدر الإشارة إلى أن "الخطأ المبين" المشار إليه في المادة 54 يخص البنك الذي يعتبر شخصا معنويا على عكس "حالة الغش" التي تخص الشخص الذاتي (المضارب) في إطار عقد المضاربة.</li> </ul>
<p>4.3. كما يجب إضافة باقي أهم العقود التي تتركس تنوع الصيرفة الإسلامية والكفيلة بإنعاش الاقتصاد المغربي ضمن مقتضيات المادة 56 من القانون، خصوصا عقد السلم وعقود المزارعة والمغارسة، التي تناسب خصوصية المغرب كبلد فلاحى، وعقد الاستصناع الكفيل بإنعاش المقاولات الصغرى والمتوسطة وكذا العقار والبنيات التحتية، والصكوك وغيرها. فمن الضروري التنصيص في القانون ذاته على مختلف المعاملات التي توفرها الصيرفة الإسلامية الغنية بأشكالها عوض ارتهان اعتماد عقود جديدة بـ "منشور لوالي بنك المغرب بعد استطلاع رأي لجنة الشريعة ولجنة مؤسسات الائتمان"، لأن هذا التمييز في الشكل القانوني قد يقلص من فرص اعتماد معاملات جديدة كما يسمح بإلغائها بنفس الطريقة التي اعتمدت بها.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• لا يمكن تحديد لائحة متكاملة للمنتوجات المالية في مشروع القانون حتى يبقى باب الإبتكار و إدخال منتوجات جديدة مفتوحا.</li> <li>• يفتح مشروع تعديل القانون رقم 33-06 المتعلق بتسنيد الديون إمكانية إصدار صكوك.</li> </ul>
<p>5.3. يسمح مشروع القانون للبنوك التشاركية مزاولة بعض العمليات المرتبطة بأنشطتها مثل التأمين التقليدي على الأشخاص وعلى القروض وهو ما يهدد بزرع مكون غير موافق لأحكام الشريعة في منتوجاتها. وخلافا لذلك، كان على المشروع الإحالة</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• سيتم التنصيص على نظام تأمين تكافلي يدخل في نطاق مدونة التأمين لا في إطار القانون المتعلق بمؤسسات الائتمان والهيئات المعتمدة في</li> </ul>

<p>على إنشاء نظام تأمين تكافلي في المدى القريب يتمشى مع مرجعية الشريعة الإسلامية. كما لم يتطرق المشروع أيضا إلى بعض العمليات التكميلية المفيدة والمنسجمة مع طبيعة البنوك التشاركية مثل القرض الحسن وتدبير صناديق الوقف الإسلامي والزكاة والحج.</p>	<p>حكمها.</p>
<p>4) إجراءات قانونية مصاحبة 1.4. بالنسبة لأموال الوقف المودعة بصندوق الإيداع والتدبير والذي لا يخضع إلى أحكام الباب الثالث في مسودة القانون البنكي، يجب استدراك التنصيص في مدونة الأوقاف على إيداعها في بنك تشاركي. كما يمكن استمرار إيداعها بصندوق الإيداع والتدبير مع خضوع هذا الأخير لأحكام الباب الثالث.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• لا يدخل تدبير حسابات الوقف في إطار مشروع القانون المتعلق بمؤسسات الائتمان والهيئات المعتمدة في حكمها. كما أن هذه الحسابات لا تشمل إلا الأصول، باستثناء أية فائدة أو جازية.</li> </ul>
<p>2.4. وتجدر الإشارة إلى ضرورة العمل على إصدار المراسيم التطبيقية بصفة مواكبة للقانون البنكي، بما يضمن تطبيقا سليما له بعد إقراره.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• هذا المقترح مأخوذ بعين الاعتبار.</li> </ul>
<p>5) مقومات النجاح يبقى نجاح تجربة البنوك التشاركية رهينا بدرجة استقلاليتها وبتوفر شروط منافسة متكافئة تضمن تحسین وتنوع المنتوجات المطروحة للعموم. 1.5. يجب أن يتم التنصيص على أن يكون التأمين المكتتب من طرف البنوك التشاركية لدى مؤسسات التأمين التعاضدي، في انتظار إحداث نظام للتأمين التكافلي من أجل مواكبة تسويق منتوجات هذه البنوك.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• انظر الإجابة على السؤال 5.3</li> </ul>
<p>2.5. يجب تدقيق شروط وكيفيات تعامل البنوك التشاركية مع صندوق ضمان الودائع الذي يقدم للمؤسسات المنضمة إليه مساعدات قابلة للإرجاع بتطبيق سعر الفائدة.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• تجدر الإشارة إلى أن صندوق ضمان الودائع المنصوص عليه في إطار المقتضيات الخاصة بالبنوك التشاركية سيكون مخصصا لودائع هذه الأخيرة، و</li> </ul>



		<p>سيتم تسييره من طرف نفس الشركة التي ستسند لها هذه المهمة، لكن بطريقة تتماشى ومبادئ الشريعة الإسلامية وبطريقة منفصلة عن ودائع البنوك غير التشاركية.</p>
	<p>3.5. يقترح وضع دفتر تحملات خاص بالبنوك التشاركية يضمن جودة التكوين والفاعلية ومطابقة معايير المالية الإسلامية.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• تخضع البنوك التشاركية للشروط المحددة لمنح الاعتماد، كما أنها مقيدة بإرسال تقارير سنوية حول مطابقتها لأحكام الشريعة إلى لجنة الشريعة للمالية، و تخضع كذلك لرقابة و مراقبة البنك المركزي.</li> </ul>
	<p>4.5. يوصى بالاستفادة من التجارب الدولية في مجال الرقابة الشرعية والاجتهاد الفقهي في الاقتصاد الإسلامي مثل هيئة المحاسبة والمراجعة للمؤسسات المالية الإسلامية (AAOIFI) خاصة المعايير المحاسبية التي تلزم بها معظم البنوك المركزية في العالم قطاع الصيرفة الإسلامية، والاستفادة من باقي المؤسسات الدولية المتخصصة كمجلس الخدمات المالية الإسلامية.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ستحدد التنظيمات الصادرة عن بنك المغرب المعايير المحاسبية الخاصة بالبنوك التشاركية، و التي تركز على المعايير المتداولة على الصعيد العالمي.</li> </ul>
	<p>5.5. ويقترح أخيرا التفكير في إحداث آليات تسمح بتحويل البنوك التقليدية إلى البنوك التشاركية في حالة رغبتها في ذلك، وآلية تسمح بتحويل القروض بالفائدة إلى صيغ البنوك التشاركية مع تخفيف عبء هذا التحويل على العملاء.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• يخضع إحداث البنوك التشاركية إلى اعتماد بنك المغرب حسب المادة 59 من مشروع القانون.</li> <li>• يمكن للبنوك التحول إلى بنوك تشاركية طبقا لمقتضيات المادة 60 من مشروع القانون وذلك في</li> </ul>

		<p>إطار شروط و كفيات يتم تحديدها بمنشور يصدره والي بنك المغرب بعد استطلاع رأي لجنة مؤسسات الائتمان.</p>
<p><b><u>EL OMARI EL ALAOUI SIDI MOHAMED</u></b></p> <p><b>RABAT</b></p>	<p><b>Article 52 :</b>  Commentaires / article 52 : Les banques participatives sont habilitées à exercer les activités de profession habituelle visées à l'article 1er de la loi 34-04 qui sont en conformité avec la Chariâ. Or, l'article 1er auquel il est fait référence comprend trois types d'opérations dont la deuxième concernant les opérations de crédit.  Risques/ article 52 : La deuxième opération portant sur les opérations de crédit est considérée non conforme à la Chariâ. Même si cet article met l'accent sur la conformité à la Chariâ et sur l'exclusion de l'intérêt, cette situation peut être révélatrice d'une confusion entre les activités prévues à l'article 1er et les opérations reconnues aux banques participatives à l'article 52.  <i>Recommandation/52 : Il est utile que l'article 52 fasse référence uniquement aux « activités indiquées dans la première et la troisième opérations visées à l'article 1er à l'exclusion des opérations de crédit».</i></p> <hr/> <p><b>Article 55 :</b>  Commentaires/ article 55 : Les banques participatives sont autorisées à exercer les opérations connexes visées à l'article 7 du même projet. Or, cet article fait référence à son 7-4ème à l'exercice de l'activité d'assurances des personnes et d'assurance-crédit.  Risques/ article 55 : Une contradiction est relevée entre l'article 55 autorisant les banques participatives à l'exercice des activités connexes et l'article 7 qui comprend des opérations d'assurances conventionnelles considérées comme non conformes à la Chariâ comme l'assurance des personnes et l'assurance-crédit. Il est à rappeler que l'un des reproches faits aux produits bancaires alternatifs est justement le fait qu'ils sont greffés d'une assurance conventionnelle.  <i>Recommandation/ article 55 : Il est recommandé que l'article 55 fasse référence aux opérations connexes de l'article 7 à l'exception des opérations d'assurances des personnes et d'assurance-crédit. Il est aussi d'une valeur ajoutée de faire allusion à une éventuelle et future adoption de la loi sur l'assurance islamique « takaful » qui est plus proche de la nature de l'activité de la banque participative.</i></p> <hr/> <p><b>Article 56 :</b>  Commentaires/ article 56 : le projet n'élargit pas le champ de la banque participative à des activités qui sont lui propres comme : - l'assurance islamique. - la gestion des fonds caritatifs. - la gestion de la Zakat. - l'octroi des opérations de micro crédit islamique ou du genre quard hassan.  Risques/ article 56 : Cela risque d'aboutir à une formule de banque participative</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les dispositions de l'article 52 excluent clairement les opérations impliquant la perception et le versement d'intérêt avec la nécessité de se conformer aux préceptes de la Charia.</li> <li>• Par ailleurs, d'après les dispositions de la loi bancaire, constitue une opération de crédit toute opération ou acte à titre onéreux. c'est-à-dire avec une contrepartie qui n'est pas forcément un taux d'intérêt et qui pourrait être également une commission ou une rémunération constitutive d'une marge bénéficiaire.</li> </ul> <hr/> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le projet de loi exclut toutes les opérations qui ne sont pas conformes à la Charia.</li> <li>• L'article 55 précise que les banques participatives peuvent exercer, sous réserve du respect des dispositions législatives et réglementaires applicables en la matière et conformément aux préceptes de la Charia, les opérations connexes à leurs activités prévues à l'article 7, qui englobe 4 activités, notamment la présentation au public des opérations d'assurance de personnes, d'assistance et d'assurance- crédit, conformément aux préceptes de la Charia.</li> <li>• L'introduction d'un nouveau système d'assurance(Takaful) est prévu dans le cadre de la réforme du code des assurances.</li> </ul> <hr/> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Conformément aux dispositions de l'article 57 du projet de loi, les banques participatives peuvent offrir des produits conformes aux préceptes de la Charia dont les caractéristiques techniques ainsi que les</li> </ul>

	<p>démunie de ses fonctions les plus authentiques.</p> <p>Recommandation/ article 56 : Il est souhaitable que le projet fasse référence à un élargissement futur et progressif du champ de la finance islamique qui se fera au fur et à mesure de la création effective de ces institutions financières, notamment l'institution zakataire ou l'assurance islamique.</p> <p><b>Article 57 :</b></p> <p>Commentaires/ article 57 : Les produits proposés par le projet sont limités à quatre opérations seulement à savoir Mourabaha, Ijara, Moucharaka et Moudaraba. En plus, le projet conditionne la création « de tout autre produit conforme à la Chariâ » par deux avis, le premier du Comité Chariâ pour la finance et le second du Comité des Etablissements du Crédit et après publication d'une circulaire par Bank al-Maghrib. A noter que les produits islamiques non prévus dans le projet sont, entre autres, Salam, Istisnâ et Sukuks.</p> <p>Risques/ article 57 : Cette situation risque de créer une différenciation sur le plan juridique entre les produits prévus expressément dans le projet, appelés à être adoptés par une loi, et les produits futurs qui pourraient être créés non par une loi mais par une circulaire de Bank al-Maghrib, ce qui ne confère pas la même valeur juridique aux différents produits islamiques. Cela dénote aussi d'un transfert du pouvoir législatif du Parlement vers un autre organe de réglementation. En outre et selon le principe juridique de parallélisme des formes, les quatre produits qui pourraient être adoptés par une loi ne pourraient être abrogés que par une loi, c'est-à-dire par vote parlementaire, alors que les produits qui seraient autorisés par circulaire de la banque centrale pourraient facilement être abrogés ou modifiés par le biais d'une circulaire pareille. On est en présence, donc, d'une stratification des produits islamiques en deux blocs, le premier de source législative soumis à l'approbation parlementaire et le second de source réglementaire soumis à la tutelle de la banque centrale. En plus, l'avis du Comité Chariâ pour la finance requis pour autoriser les nouveaux produits est opposable aux banques participatives. Ce qui soumet la décision de création de tout produit islamique à l'appréciation de ce comité en dehors du droit de regard du Parlement. Par ailleurs sur le plan international, il est à rappeler que l'introduction de la finance islamique en France a visé deux produits qui sont la Mourabaha et les sukuks. Ces derniers ont été considérés comme constituant un levier essentiel pour mobiliser de nouveaux fonds d'investissements. Il va sans dire que les sukuks sont opportuns pour le cas du Maroc à l'heure de la circonstance internationale de crise financière en vue de promouvoir les investissements et la croissance économique.</p> <p><i>Recommandation/ article 57 : Il est souhaitable de lister l'ensemble de ces produits dans le corps du projet pour leur accorder une même valeur juridique et un même traitement juridique. Il est recommandé aussi d'adopter la création de tout autre produit par voie législative afin d'éviter les risques de différenciation juridique et par</i></p>	<p>modalités de leur présentation à la clientèle sont fixées par circulaire du Wali de BAM après avis du Comité Charia pour la finance et du Comité des établissements de crédit.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>•L'article 57 laisse la voie ouverte à l'introduction de nouveaux produits de financement. Il donne la possibilité aux banques participatives de proposer d'autres produits conformes aux préceptes de la Charia dont les caractéristiques techniques ainsi que les modalités de leur présentation à la clientèle sont fixées par circulaire du wali de Bank Al-Maghrib après avis du Comité charia pour la finance et du Comité des établissements de crédit.</li> <li>•Les aspects relatifs au produit Sukuk seront couverts par la loi sur la titrisation qui est en cours de finalisation.</li> <li>•Il n'y a aucune stratification des produits islamiques en deux blocs. La liste énumérée n'est pas exhaustive. D'ailleurs, les caractéristiques de ces produits, comme celles des autres produits qui pourraient être offerts par les banques participatives doivent au préalable recueillir l'aval du comité charia pour la finance et du CEC.</li> </ul>
--	---	---

	<p><i>respect du principe de parallélisme des formes. Il est aussi opportun de prévoir un cadre un cadre réglementaire dédié aux sukus.</i></p> <p><b>Article 6o :</b>  Commentaires/ article 6o : Les établissements de crédit visés à l'article 10, à savoir les banques et les sociétés de financement, peuvent exercer en partie ou en totalité, les opérations reconnues aux banques participatives, sous réserve de l'agrément du wali de Bank Al-Maghrib et après avis du Comité des établissements de crédit.</p> <p>Risques/ article 6o : La reconnaissance de commercialisation des produits islamiques aux banques conventionnelles n'est pas entourée de conditions spécifiques notamment : - la garantie contre la mixité des fonds. - la création de structures bancaires dédiées strictement aux opérations conformes à la Chariâ. - le respect des règles de Raqaba Chariyya. - la tenue d'une comptabilité séparée entre les opérations conventionnelles et celles conformes à la Chariâ. L'absence de ces conditions porterait atteinte au projet de création de la banque participative dans la version commercialisable par les banques conventionnelles.</p> <p><i>Recommandation/ article 6o : Il est proposé que l'article 6o explicite un certain nombre de conditions à requérir des banques conventionnelles désirant commercialiser les opérations reconnues aux banques participatives notamment : - la garantie contre la mixité des fonds. - la création d'entités dédiées aux opérations conformes à la Chariâ. - le respect des règles de Raqaba. - la tenue d'une comptabilité séparée.</i></p> <p><b>Article 7o :</b>  <b>(premier commentaire) Commentaires/ article 7o (1) :</b> Le projet autorise Bank al-Maghrib à accorder à une banque participative en difficulté des concours remboursables ou prendre une participation dans son capital. Trois aspects sont signalés : - L'intervention de la banque centrale par le biais du fonds de garantie des dépôts n'est pas d'office mais elle a un caractère préventif et exceptionnel. - Les concours accordés par Bank al-Maghrib à une banque participative sont liés à des situations de difficulté, et dans la limite de ses disponibilités. - Ces concours sont remboursables ou peuvent aboutir à la prise de participation dans le capital de la banque.</p> <p>Risques/ article 7o (1) : Des limites peuvent être constatées par rapport à ces dispositions : - Le caractère exceptionnel du concours de Bank al-Maghrib peut être difficile pour les banques participatives précisément en ce début de cette expérience. - Le remboursement des concours octroyés par la banque centrale n'est pas précis quant à ses modalités notamment en ce qui concerne l'application ou non de taux d'intérêt qui est contraire à la Chariâ. - La nature de la prise de participation n'est pas explicite, si elle est durable, si elle comporte un retrait progressif ou si elle envisage un plan de restructuration pour la banque</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Le projet de loi a soumis l'exercice des activités des banques participatives par les établissements de crédit à l'agrément de BAM qui fixera au préalable des conditions d'octroi d'agrément.</li> <li>•Ces propositions seront dûment prises en considération.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>•Selon l'article 7o, il est institué un fonds de garantie des dépôts, destiné à indemniser les déposants des banques agréées à effectuer les opérations objet du présent titre (banques participatives), en cas d'indisponibilité de leurs dépôts et de tous autres fonds remboursables. Ce fonds est distinct du Fonds de Garantie des Dépôts cité à l'article 131.</li> </ul>
--	---	--

	<p>participative.</p> <p><i>Recommandation/ article 70 (1) : Il est proposé de : - Relativiser le caractère exceptionnel d'octroi des concours financiers. - Prévoir une période transitoire de concours financiers pour accompagner le lancement de l'expérience de la banque participative. - Préciser les modalités de cette relation financière dans le texte du projet pour le refinancement auprès de la banque centrale. - Préciser le cadre de remboursement effectué par les banques participatives pour que celui-ci soit conforme aux principes de la Chariâ notamment par l'exclusion de l'application de taux d'intérêts. Article 70 : (deuxième commentaire)</i></p> <p><b>Commentaires/ article 70 (2) :</b> Cet article ne mentionne pas la création d'un marché interbancaire entre les banques participatives.</p> <p>Risques/ article 70 (2) : Le refinancement des banques participatives sur le marché interbancaire n'est pas prévu ni dans sa définition ni dans son organisation ou son fonctionnement. Il est à rappeler que sur le plan du benchmark international, en Malaisie, à côté de la banque centrale qui régleme l'activité des banques conventionnelles, un marché interbancaire islamique existe pour permettre aux banques purement islamiques de se refinancer conformément aux principes de la Chariâ.</p> <p><i>Recommandation/ article 70 (2) : Il est recommandé de prévoir la création d'un marché interbancaire de refinancement entre les banques participatives. Ce marché, placé sous la supervision de Bank al-Maghrib, permettrait aux banques participatives de se refinancer dans des conditions de conformité à la Chariâ. Il permettrait aussi aux banques conventionnelles désirant commercialiser les produits financiers de se refinancer en conformité à la Chariâ dans le but d'assurer la non mixité des fonds.</i></p> <p><b><u>1. Activités à financer par la banque participative</u></b></p> <p>Commentaires/II.1. : Plusieurs activités économiques n'étaient pas finançables dans le cadre de la recommandation 33/G/2007 de Bank al-Maghrib relatives aux produits alternatifs notamment : - Les micro crédits dans le monde rural. - Les produits « Fogarim ». - Les produits « Moukawalati ». - Les produits « jeunes promoteurs ». - Les véhicules utilitaires. Risques/II.1. : Ces produits ne sont pas non plus retrouvés dans le cadre du projet de la banque participative. Cela risque de : - Réduire les choix offerts à la clientèle de la banque participative. - Limiter la portée d'intervention des banques participatives. - Rétrécir le financement par la banque participative des politiques publiques sociales et économiques nationales ou sectorielles. Recommandation/II.1 : Il est recommandé d'élargir le champ d'intervention de la banque participative à ce genre d'activités.</p> <p><b><u>2. Implication des banques concernées</u></b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Le projet de loi constitue l'ossature d'une législation régissant les banques.</li> <li>•Le décret d'application de cette loi et la réglementation bancaire subséquente préciseront les détails requis.</li> </ul> <p>•Voir la réponse à l'article 57</p> <p>•Les produits offerts par les banques participatives ont</p>
--	---	---

	<p>Commentaires/II.2. : La marge commerciale pratiquée par les banques sous l'expérience des produits bancaires alternatifs était très élevée dépassant de loin la marge du crédit conventionnel. Risques/II.2. : Si cette cherté continue avec la mise en place de la banque participative, elle risque de : - Reproduire les blocages de l'expérience des produits alternatifs. - Mettre ces produits hors portée des clients. - Battre en brèche le principe d'égalité des chances devant l'accès aux services bancaires. - Compromettre la nouvelle expérience. <i>Recommandation/II.2 : Il est utile d'insister sur le principe du libre jeu de concurrence et sur le rôle des autorités de régulation pour concevoir des mécanismes de protection des consommateurs, d'égalité des chances et d'accès aux services bancaires tout en évitant la formation de prix exorbitants.</i></p>	<p>un caractère contractuel entre les deux parties, à savoir la banque et le déposant.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>•A titre d'illustration, le 1er paragraphe de l'article 56 définit le contrat Mourabaha comme étant tout contrat par lequel une banque participative acquiert un bien meuble ou immeuble en vue de le revendre à son client à son coût d'acquisition plus une marge bénéficiaire convenue d'avance. Partant, il existe une certaine entente quand à la détermination de la marge bénéficiaire.</li> </ul>
	<p><b>3. Implication des œuvres sociales</b></p> <p>Commentaires/II.3. : Les œuvres sociales des ministères et des établissements public ou privé ne font pas bénéficier leurs affiliés optant aux produits islamiques de deux avantages : - Des marges ou intérêts négociés avec les banques. - Des ristournes qu'elles accordent à leurs affiliés. Risques/II.3. : La non implication des œuvres sociales dans l'octroi de ces avantages à leurs adhérents contribue à rendre les prix pratiqués encore plus chers. <i>Recommandation/II.3. : Il est utile que des conventions soient signées entre les œuvres sociales et le secteur bancaire en vue de faire bénéficier les fonctionnaires et les salariés optant aux produits islamiques de marges commerciales négociées. Il est proposé aussi que les œuvres sociales prennent en charge la ristourne au profit des adhérents optant aux produits islamiques au même titre des ristournes accordées aux personnes recourant aux produits classiques.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Cet aspect ne relève pas du domaine de la loi mais plutôt du domaine conventionnel.</li> </ul>
	<p><b>4. Continuation de l'harmonisation du cadre fiscal</b></p> <p>Commentaires/II.4. : Dans la version des produits bancaires alternatifs de 2007, l'harmonisation fiscale de Mourabaha immobilière a été effectuée en 2009 pour les droits d'enregistrement et en 2010 pour la baisse du taux de TVA de 20 à 10% applicable uniquement sur la marge, capital non compris. Cependant, l'harmonisation fiscale du produit Ijara wa Iqtinaa immobilière n'a pas été suivie de la même manière. La taxation de ce produit se résume ainsi : - Absence de déduction de 10% du revenu net imposable (RNI) sur salaires au titre de l'achat d'habitation principale d'une valeur supérieure à 250.000 DH. - Absence de déduction totale de la marge et du capital du RNI comptant pour l'achat de logement social à moins de 250.000 DH. - Taxation au taux de 20% à la TVA calculée non seulement sur la marge mais aussi sur le capital. - Détermination du profit immobilier taxable sur la base du prix de cession diminué de la valeur résiduelle sans prendre en compte les mensualités payées pendant toute la durée du contrat Ijara wa Iqtinaa. - L'exonération de la cession de l'habitation principale acquise par Ijara wa Iqtinaa n'est accordée que huit années après la fin du contrat compte non tenu de l'occupation effective du locataire / acheteur pendant toute la durée du contrat. Risques/II.4. : Ce manque d'harmonisation risque de persister</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Les aspects relatifs à la fiscalité ne sont pas pris en charge au niveau du projet de loi.</li> </ul>

sous le nouveau régime de la banque participative. Parmi les risques signalés : - Création d'une discrimination financière entre les personnes désirant acheter un bien immobilier par le biais du crédit classique et celles optant aux produits islamiques. - Absence de neutralité fiscale entre deux produits dont la finalité est la même à savoir l'acquisition d'un bien immobilier pour habitation principale. Sur le plan du benchmark international, en France, l'exonération fiscale a été accordée aux produits islamiques pour acquisition immobilière pour lesquels l'intention spéculative est absente. Il est à signaler que le produit Ijara wa iqtinaa immobilière consiste en une location assortie de l'engagement ferme du locataire d'acquérir le bien loué à l'issue d'une période convenue d'avance. Ce qui la rapproche davantage de l'acquisition que de la location pure. Il est à noter, dans ce sens, que c'est le locataire / acheteur qui supporte, dès le premier jour du contrat Ijara wa Iqtina et à la place de la banque, les droits d'enregistrements et les frais du notaire liés à l'acquisition du bien immobilier. **Recommandation/II.4. : Il est proposé de : - Requalifier juridiquement la nature du contrat Ijara wa Iqtinaa immobilière comme étant une formule distincte de la location pure. Vu sa finalité qui est l'acquisition d'un bien immobilier, il s'apparente à une acquisition conditionnée par le règlement de l'ensemble des mensualités. Cette spécificité lui permettrait de bénéficier des avantages fiscaux similaires accordés à Mourabaha. - Prévoir la déduction de 10% du RNI sur salaires au titre de l'achat d'habitation principale d'une valeur supérieure à 250.000 DH. - Prévoir la déduction totale de la marge et du capital du RNI comptant pour l'achat de logement social à valeur inférieure à 250.000 DH. - Réduire le taux de TVA de 20 à 10% calculée uniquement sur la marge locative et non sur le capital. - Déterminer le profit immobilier taxable sur la base du prix de cession diminué non seulement de la valeur résiduelle mais aussi de l'ensemble des redevances payées dans le cadre de Ijara wa Iqtinaa. - Considérer le commencement du comptage de la durée d'exonération de la cession de l'habitation principale (8 ans) à compter du premier jour d'occupation du bien loué.**

#### **5. Harmonisation juridique**

Commentaires/II.5. : Le contrat Ijara wa Iqtinaa souffre d'insuffisances juridiques : - Frais du propriétaire supportés par le locataire au moment de l'achat par la banque et portant sur les droits d'enregistrement et les frais du notaire. - Police d'assurance calculée sur le montant financé par la banque et sur celui avancé par le client. - Transfert de propriété, en cas de décès, astreint à des conditions ambiguës malgré le paiement de l'assurance décès par le défunt. Risques/II.5. : Cela risque de : - Freiner la croissance de Ijara wa Iqtinaa. - Mettre en désuétude le produit Ijara wa Iqtinaa. - Créer un déséquilibre dans le contrat au dépend du locataire / acheteur. **Recommandation/II.5. : Il est proposé de : - Prévoir la prise en charge des frais de l'achat par la banque et non pas par le locataire-acheteur ou, du moins, prévoir un partage de ces frais entre les deux parties. - Calculer la police d'assurance sur le montant financé par la banque et exclure celui avancé par le client. - Eclaircir les conditions de transfert de propriété, en cas de décès, notamment en cas de paiement**

•Ces aspects relèvent du domaine réglementaire.

régulier de l'assurance décès. - Soumettre les modèles de contrats à l'approbation du « Comité Chariâ pour la finance » avant leur signature par les deux parties en vue de s'assurer qu'ils ne soient pas préjudiciables à l'une des deux parties.

**MARIEM ESSAIDI**

**n°4, rue6, Sidi Maarouf 3. Casablanca**

توصيات عامة مستقاة من مقارنة بين مجموعة من القوانين المنظمة لمصارف عربية و اسلامية ○  
-تطبيق احكام الشريعة الاسلامية يجب فيه مراعاة عدم الالتزام بمذهب واحد معين حتى يتسنى الانتفاع بوفرة الاحكام الفقهية دون تعصب ○.من الاسباب لاقتراح الابنك التشاركية • المساهمة في الاقتصاد الوطني • خلق فرص الشغل • تدعيم الاستثمار الوطني • الاهتمام بصغار الحرفيين, المستثمرين, الصناعيين, واصحاب الاعمال و معاونتهم بتوفير التمويل اللازم ○ المهمة التكافلية و الاجتماعية لهذه المصارف تتمثل في تنظيم, جمع و توزيع الاموال المحصل عليها في اطار صندوق الزكاة او في القرض الحسن ○ ضرورة استقلالية و الزامية قرارات هيئة الرقابة الشرعية بما في ذلك تعيينها و عزلها لأعضاء مجلس ادارتها ○ اعتماد مبدأ التحكيم للفصل في منازعات المصرف مع مختلف الاطراف قبل اللجوء للمسااطر القانونية ○ منح سلطة تغيير و الغاء التراخيص لوزير المالية ○ تقييد استخدام رصيد لغوي معين ضمن هذا النوع من المؤسسات المصرفية و ذلك لضمان شفافية المعاملات القائمة ○.تشتمل معاملات البنك التشاركي كل المشاريع العمرانية, الانتاجية, السكنية, الصناعية, المعدنية, الزراعية و الخدماتية شرط استيفائها لجميع احكام الشريعة الاسلامية ○.تلحق هيئة الرقابة الشرعية بوزارة الشؤون الاسلامية و الاوقاف و تضم ذوي الاختصاص و

● المجلس العلمي الأعلى الذي هو مؤسسة دستورية والهيئة الوحيدة التي يمكنها إصدار الفتاوى عبر لجانها العلمية طبقا لمقتضيات الظهير رقم 1-03-300 الصادر في 2 ربيع الأول 1945 (22 أبريل 2004) و المتعلق بإعادة تنظيم المجلس العلمية. وتجدر الإشارة إلى أن أمير المؤمنين جلالة الملك يتأس هذا المجلس، مما يضمن استقلالية القرارات المتخذة. ● بموجب الظهير السالف الذكر، فإن أعضاء لجنة الشريعة للمالية يحدده النظام الداخلي لهذه الأخيرة و الذي يتم إعداده و المصادقة عليه من طرف المجلس العلمي الأعلى. - يخضع إحداث البنوك التشاركية إلى اعتماد بنك المغرب حسب المادة 59 من مشروع القانون. ● تشكل البنوك التشاركية جزءا لا يتجزأ من المنظومة



البنكية علما بأن البنوك الغير تشاركية يمكنها مزاولة الأنشطة التي تقوم بها البنوك التشاركية. و عليه، فإنه من الأفيد أن تنضم كل البنوك إلى هيئة واحدة يمكن أن تشكل داخلها لجان مختصة.

• لا تدخل الآليات الخاصة مجلب السيولة في إطار هذا القانون بل تتعلق بتطبيق القانون الأساسي لبنك المغرب.

• طبقا لأحكام المادة 58، زيادة على القواعد المنظمة لمنتجات التمويل المنصوص عليها في هذا الباب، يتم الاستناد إلى أحكام الشريعة بالرغم من جميع الأحكام التشريعية المنافية. كما تنص المادة 63 على كون الآراء المدلى بها من لدن لجنة الشريعة للمالية قابلة للإحتجاج بها بالنسبة للبنوك التشاركية ولكل مؤسسة مالية تقدم منتجات وخدمات مطابقة للشريعة. وتتفوق هذه الآراء على كل تفسير مناف.

• تنقيد البنوك التشاركية بإحداث لجنة افتحاص

الاهلية ○ .اعتماد نظام العطل و الاعياد الدينية و كذا الوطنية  
○ تعديل اوضاع البنوك التقليدية الراغبة في التحول لمصارف تشاركية بحيث تتطابق و احكام الشريعة الاسلامية

○ .يستحسن الحاق تعاريف اكثر تفصيلا لصيغ العقود (مراجعة , مضاربة , مشاركة...) بالقانون التجاري و الاكتفاء بذكر اسمائها في القانون المذكور (الابناك التشاركية 2012

○ (تنظيم عملية التعاون بين المؤسسات المصرفية التشاركية فيما يمكن تسميته بجمع مهني خاص بها يعالج مشاكل هذه الفئة من المصارف

○ .يجب الا تتعارض الحسابات المتبادلة بين البنك المركزي و البنوك التشاركية مع احكام الشريعة الاسلامية

○ .يجب التنبيه الى ان البنك المركزي هو المسعف للبنوك التشاركية في الحالات الاضطرارية باستخدام اليات لا تتعارض و الشريعة الاسلامية ○ .

اعطاء الاولوية لأحكام الشريعة الإسلامية على جميع القوانين الاخرى و اللجوء الى الغاء بعضها اذا تعارضت و الاحكام الشرعية (على الاقل في محيط الابناك التشاركية

○ (يجوز للمصارف التشاركية انشاء فروع و شركات تابعة لها ووكالات و مكاتب داخل و خارج المغرب طبقا للقوانين المعمول بها

○ .يكون للمصرف الحق في تأسيس الصناديق الاستثمارية و اصدار الصكوك و القروض وفقا لأحكام الشريعة الاسلامية .

○ يمكن للبنك المركزي تعيين لجنة تتولى رقابة هذه المصارف على الا تتعارض التوصيات الصادرة منها مع احكام الشريعة و على ان يتم تأهيل و تدريب موظفي هذه اللجنة في فقه المعاملات بما يضمن

وبإرسال تقارير سنوية حول مطابقتها لأحكام الشريعة إلى لجنة الشريعة للمالية، و تخضع كذلك لرقابة و مراقبة البنك المركزي.

- تخضع البنوك التشاركية لأحكام الباب الرابع الخاص بالمحاسبة وبالقواعد الاحترازية وفقاً لأحكام المادة 73.
- تدخل هذه العمليات في إطار النصوص التطبيقية لهذا القانون.
- تعتبر الودائع الاستثمارية كعقد يربط بين المودع كعمول والبنك كمدير، وذلك مقابل عمولة يدفعها الممول (المودع) من أجل عمل التدبير الذي يقوم به البنك التشاركي أو حسب نسبة محددة سلفاً عبر تقاسم الأرباح المحصلة من هذه الاستثمارات ويتحمل المودع (رب المال) الخسائر إلا في حالة قيام البنك بخطأ مبین.
- تزاوّل البنوك التشاركية بصفة اعتيادية أنشطة تلقي الأموال من الجمهور وعمليات

إدائهم لدورهم على الوجه الاكمل

- تلتزم المصارف التي تنشأ وفقاً لهذا القانون بالتعليمات الصادرة عن البنك المركزي بخصوص التعامل بالعملة الاجنبية و اسعار الصرف ○ . تخضع المصارف الاسلامية لنفس نسبة الاحتياطات بحسب ما هو منصوص عليه شريطة ان لا يستخدمها البنك المركزي على اساس الفائدة .
- يجب على المصارف موافاة البنك المركزي بكافة البيانات الدورية التي يحددها البنك المركزي عن الوضع النقدي و المالي
- يجب على المصرف الاسلامي الاحتفاظ بحساب احتياطي " صندوق لمواجهة مخاطر حسابات الاستثمار المشترك" لتغطية اية خسائر ناتجة عن الاستثمار المشترك في نهاية الدورة المالية و تتم تغذية هذا الصندوق بمايلي : 1 . اقتطاع نسبة معينة من صافي ارباح حسابات الاستثمار المشترك المستخلصة من المعاملات السنوية. 2 . يوقف الاقتطاع عندما يصبح مقدار المبلغ المتجمع في هذا الصندوق مساوي لراس مال المصرف الاسلامي او أي مقدار يحدده مجلس ادارة المصرف. 3 . تعفى الاقتطاعات المشار اليها اعلاه من ضريبة ريع رؤوس الاموال المتداولة
- يجب مراجعة المادة 53: بحيث تكون عمولة البنك التشاركي ناتجة عن حفظ هذه الاخيرة لأموال المودع
- المادة 54: اذا كان المودع الممول و البنك المدير شريكين فلماذا يتحمل المودع الخسائر لوحده
- المادة 56: يجب الغاء التعاريف و الحاقها بالقانون التجاري و بالإمكان فقط الاشارة الى مختلف المنتوجات كأمثلة للمعاملات المسموح بها في اطار الابنك التشاركية
- المادة 57: يجب مراعاة استيفاء جميع المشاريع المقترحة للتمويل في الابنك التشاركية ل: 1 .

	<p>مشروعية النشاط الاقتصادي الممتن بالرجوع الى الشريعة الاسلامية. 2. تحريم الربا او ما يسمى بالفائدة 3. المشاركة في الربح و الخسارة ( قاعدة الغنم بالغرم) 4. استهداف الانتاج الحقيقي في مشاركة راس المال 5. تحريم الغرر و الميسر 6. رصد صناديق لتنظيم توزيع اموال الزكاة و الوقف.</p>	<p>الائتمان بما لا يتعارض مع أحكام الشريعة وكذا العمليات التجارية والمالية والاستثمارية باستثناء كل عملية تعامل بالفائدة أخذا أو عطاء.</p>
<p><b>LAHLOU</b> <b>résid Hamd.</b> <b>Route Mekkah,</b> <b>Km 8,7</b> <b>Casablanca</b></p>	<p>1. Inclure la micro finance participative dans la loi</p> <p>2. dans art 54, ne pa mentionner les dépôts participatifs contre commission versée par le déposant, car cela devient un mandat de gestion de fonds et non plus Moudaraba avec la banque.</p> <p>3. dans article 56, la loi cite sauf en cas de fraude, mais il faut rajouter aussi le cas de faute grave.</p> <p>4. Dans ijara wa iqtina', Leasing, il ne doit pas y avoir d'obligation d'achat en fin de contrat, car il faut légalement maintenir l'option d'achat ou de restitution.</p> <p>5. Il faut mentionner les pénalités de retard et la partie bénéficiaire (autre que la banque)</p> <p>6. Prévoir les règles régissant les relations monétaires avec Bank Al maghrib</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conformément à l'article 60, les produits offerts par les banques participatives peuvent être commercialisés par les banques et les sociétés de financement.</li> <li>• Par ailleurs, rien n'empêche que d'autres institutions puissent exercer les activités des banques participatives sous réserve de se conformer à la législation et à la réglementation qui leur sont applicables.</li> <li>• L'article 54 précise que le dépôt d'investissement est un contrat qui lie le déposant en tant que bailleur de fonds et la banque en tant que gestionnaire. Ainsi, la rémunération de la banque gestionnaire s'effectue soit à travers une commission, soit à travers le partage de profits issus des investissements selon un prorata prédéterminé.</li> <li>• la « faute grave » dont il est fait référence dans l'article 54 concerne la banque gestionnaire qui est une personne morale, tandis que la « fraude » telle que citée dans l'article 56 concerne le Moudarib en sa qualité de client de la banque.</li> </ul> <p>Dans la cadre d'un Contrat Ijara Wa Iqtinaa, la promesse d'achat est contraignante (Voir la Norme 9, article 8 alinéa 2 des normes Charia de l'AAOIFI), tant qu'il n y a pas de promesse.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• il s'agit d'un aspect contractuel, sachant que chaque contrat est établi en conformité avec les préceptes de la Charia.</li> <li>• Le projet de loi constitue l'ossature d'une législation régissant les banques.</li> <li>• Le décret d'application de cette loi et la</li> </ul>

	<p>7. le conseil de conformité Charia issu du Conseil Supérieur des Oulémas et lui reportant n'est pas approprié, pour les risques de blocage et de lourdeur. Un conseil interne au système bancaire dont les composantes sont désignées par la loi est plus approprié. Merci</p>	<p>réglementation bancaire subséquente préciseront les détails requis.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• En plus du Comité Charia pour la finance, les banques participatives sont tenues de mettre en place un comité d'audit, conformément aux dispositions de l'article 67.</li> </ul>
<p><b><u>BENTAIBI</u></b> <b><u>MOUNA</u></b>  <b><u>CNT agdal rabat</u></b></p>	<p>باسم الله الرحمن الرحيم *حتى يتسنى للبنوك التشاركية القيام بالمهام المنوطة بها وإنجاحها ,لابد من وجود التأمين التكافلي *غياب عقود السلم و الاستصناع *تعريفات سطحية لصيغ التمويل، جملة تحتاج إلى تفصيل: المرجو الاعتماد على تعريف هذه المعاملات بشيء من التفصيل *الابنك لابد لها من دور اجتماعي حل مشكل السكن / توفير رؤوس الأموال... *نحن بلد فلاحى: نحتاج عقود توريد *مؤسسة الرقابة: لابد لها من استقلالية *يجب تكوين اطر تحمل هم المشروع و مقتنعة بأهميته *التركيز على مدى مطابقة هذه البنوك مع القانون الجنائي، القانون التجاري... *نحتاج إلى فقهاء بنوك يجمعون بين التخصص الفقهي و التخصص الاقتصادي *لابد من استصدار المراسيم و إلا ستعمل البنوك التشاركية بصفة عرجاء *الهيئة الشرعية: ما هي تركيبتها / شروط الانضمام ... *ممارسة البنوك التقليدية لمهام البنوك التشاركية يجب أن تتم بقيود وإلا فلن تكون هناك منافسة شريفة ولكن ضرر بالبنوك التشاركية * الغاء مؤسسات التمويلات الصغرى من المالية الإسلامية،</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• مشروع القانون يشمل مجموع المقترضات التشريعية التي تخص مؤسسات الائتمان والهيآت المعتمدة في حكمها مع ترك بعض التفاصيل التي من شأنها أن تدخل في حيز الإطار التنظيمي للنشاط البنكي.</li> <li>• أما فيما يخص المنتوجات التي لم يتطرق إليها مشروع القانون، فإن المادة 57 تعطي للبنوك التشاركية إمكانية تقديم منتوجات أخرى وفقا لأحكام الشريعة، وذلك مع إصدار منشور يحدد المواصفات التقنية لهذه المنتوجات و كيفية تقديمها إلى العملاء. كما لا يمكن تحديد لائحة متكاملة للمنتوجات المالية في مشروع القانون حتى يبقى باب الابتكار و إدخال منتوجات جديدة مفتوحا.</li> <li>• طبقا لأحكام المادة 61، تحدد تركيبة وكيفية سير</li> </ul>

		<p>لجنة الشريعة للمالية بمرسوم .</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• يخضع إحداث البنوك التشاركية إلى اعتماد بنك المغرب حسب المادة 59 من مشروع القانون.</li> <li>• يمكن للبنوك وشركات التمويل بموجب المادة 60 مزاولة جزء أو كل العمليات الخاصة بالبنوك التشاركية. كما يمكن لهيئات أخرى أن تمارس العمليات الخاصة بالبنوك التشاركية شريطة التقيد بالقوانين و التنظيمات الخاصة بها.</li> </ul>
<p><b><u>EL HOUSSINE ELIDRISSI</u></b></p> <p><b>Abu Dhabi Islamic Bank</b></p>	<p>Mon commentaire couvre seulement le chapitre "Banques Participatives" Globalement, c'est un très bon projet de loi pour les banques islamiques au Maroc, Je vous félicite pour ce travail; Cependant il faut veiller, soit directement à travers ce projet de loi ou bien à travers la loi des finances, à ce que le traitement fiscal (en terme de TVA et des divers droits de timbre et d'enregistrement) réservé aux opérations des banques participatives (acquisitions, locations, ventes, ...) soit le même que le régime fiscal des opérations financières classiques; Aussi, il faut élargir la définition des produits pour inclure les produits phares tels que Sukuk et Istisnaa. Vous souhaitant plein de réussite,</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les aspects relatifs à la fiscalité ne peuvent être pris en charge au niveau du projet de loi bancaire. Seule la loi de finances peut prévoir des mesures fiscales.</li> <li>• L'article 57 permet aux banques de proposer d'autres produits non prévus par ce projet de loi. Les caractéristiques de ces produits sont fixées par circulaires du Wali de BAM après avis du CEC et du CCF. Par ailleurs, le fait de fixer de manière exhaustive la liste des produits dans le projet de loi empêcherait l'innovation et l'introduction de nouveaux produits.</li> <li>• Les aspects relatifs aux produits Sukuk seront couverts par la loi sur la titrisation qui est en cours de finalisation.</li> </ul>

<p><b><u>BILAL EL OUARDI</u></b></p> <p><b>24, rue chahid mohammed elhabib, branness, Tanger</b></p>	<p>بسم الله الرحمن الرحيم تفاديا لكل أشكال الضرر الممكن وقوعها في عقود المراجعة، ومن أجل قيام بنك المغرب بدوره الرقابي بشكل يتيح توازن ميزان القوى بين الطرفين، يجب أن يجدد بنك المغرب بشكل دوري هامش الربح الأعلى في عقود المراجعة، حتى لا تتعسف البنوك وتستغل حاجة زبائنها للقرض من أجل الإضرار بهم وحبذا لو اعتمد معيار تصاعدي (barème progressif) في هوامش الربح.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• يتم الاتفاق مسبقا بين الطرفين على هامش الربح كما تنص على ذلك الفقرة المتعلقة بعقد المراجعة بالمادة 56. وستقوم السلطات المالية بتتبع هوامش الربح وستتدخل لمعالجة كل خلل أو تطور مجحف بهذا الخصوص.</li> </ul>
<p><b><u>HICHAM ATMANE</u></b></p> <p><b>Apt 3, Res Meryem, Rue Stokholm, Casablanca</b></p>	<p><b>Article 61 : Comité charia pour la finance:</b> « La composition et les modalités de fonctionnement de ce Comité sont fixées par décret. »</p> <p>Donc si ce décret ne voit pas le jour, ou bien est approuvé en retard, le comité n'exercera pas son activité et donc les banques participatives ne pourraient exercer. Spécifier les compétences requises dans les oulémas qui doivent faire partie de ce comité. Avoir cette liste connue de tous et avec une durée fixée</p> <hr/> <p>Article 56 : « Ijara wa iqtinaa qui consiste en une location assortie de l'engagement ferme du locataire d'acquérir le bien loué à l'issue d'une période convenue d'avance. S'assurer que cette formulation est conforme à la Charia avant de l'introduire dans cette loi. La majorité des courants du Fiqhs rejettent cette formulation.</p> <hr/> <p><b>Article 56 : Formes de financement.</b> Pourquoi se limiter à 4 formes uniquement, Mourabaha, Ijara, Moucharaka et Modharaba, sachant que la Finances islamique avec ses 30 ans d'existence a pu développer plusieurs autres formes telles que : Salam, Mouzaraaa, Moughrassa etc... et qui sont plus adaptées au contexte marocain (pays agricole). La demande est donc d'ajouter toutes formes existantes actuellement dans les finance islamique directement dans cet article en les détaillant et laisser bien évidemment l'article 57 ouvert sur d'autres formes dans l'avenir.</p> <p>- Avantages fiscaux: Spécifier clairement que les banques participatives bénéficient des mêmes avantages fiscaux accordés aux banques traditionnelles.</p> <p>- Micro-crédit: Donner la possibilité de création d'organismes de micro crédit travaillant avec les</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Les décrets d'application de la loi bancaire font partie des priorités du gouvernement.</li> </ul> <hr/> <p>Dans la cadre d'un Contrat Ijara Wa Iqtinaa, la promesse d'achat est contraignante (Voir la Norme 9, article 8 alinéa 2 des normes Charia de l'AAOIFI), tant qu'il n'y a pas de promesse.</p> <hr/> <ul style="list-style-type: none"> <li>•L'article 57 laisse la voie ouverte à l'introduction de nouveaux produits en conformité avec les préceptes de la Charia.</li> <li>•En outre, la loi n'a pas à fixer de façon exhaustive la liste des produits sachant que Mourabaha, Moucharaka, Ijara et Moudaraba définis dans le projet de loi constituent plus de 90% de l'industrie de la finance islamique.</li> </ul> <hr/> <ul style="list-style-type: none"> <li>•Conformément à l'article 60, les produits offerts par les banques participatives peuvent être</li> </ul>

	<p>procédures des banques participatives. Spécifier clairement que les banques participatives bénéficient des mêmes avantages fiscaux accordés aux banques traditionnelles.</p> <p>- Problème de liquidité temporaire: Si pour les banques traditionnelles, la gestion du problème de manque de liquidité temporaire est clair et des solutions sont offertes soit entre banques elles-mêmes ou autre, comment ce problème sera géré en cas de présence d'une seule banque participative ou plusieurs mais ayant en même temps un problème de liquidité, sachant qu'elles ne pourraient emprunter des banques traditionnelles avec intérêt.</p>	<p>commercialisés par les banques et les sociétés de financement. Par ailleurs, rien n'empêche que d'autres institutions puissent exercer les activités des banques participatives sous réserve de se conformer à la législation et à la réglementation qui leur sont applicables.</p> <p>•La relation entre les banques participatives et la banque centrale, notamment pour les besoins de refinancement, sera détaillée au niveau de la réglementation.</p>
<p><b>MOHAMED GHOLAB</b> Res yas 11 rabat</p>	<p>سلام تام بوجود مولانا الامام وبعد تنص المادة 61 من الفصل الثاني على احداث لجنة الشريعة للمالية . وتحدد المادة 62 المهام الموكولة اليها خاصة . الملاحظة : لم يعط مشروع القانون اي دور ، على الاقل استشاري، لهذه اللجنة فيما يخص منح الاعتماد لمؤسسات الائتمان حيث تكتفي المادة 32 بالتنصيص على استطلاع راي لجنة مؤسسات الائتمان فقط . فاذا كان دور لجنة الشريعة حيويا فيما يخص مطابقة المنتوجات للشريعة اليس من باب اولي ان تبدي رايها في الترخيص للمؤسسات نفسها؟ وتقبلوا فائق احترامي</p>	<p>• تكتسي شروط الاعتماد صفة تقنية لا تستلزم رأي لجنة الشريعة للمالية . كما يشترط هذا المشروع من البنوك استطلاع رأي لجنة الشريعة للمالية قبل تسويق المنتوجات الخاصة بنشاط البنوك التشاركية .</p>
<p><b>MOHAMMED</b> Rue 76 N 91 Oulf , Casablanca</p>	<p>Assalamo Alaykom Warahmato lahi Taala wabarakatoho Tout d'abord merci au gouvernement d'avoir pensé au besoin du peuple pour les solutions alternatives mais j'ai une question svp, Pourquoi ne pas appeler les banques par la notion islamique ?</p>	<p>•Ces banques participent au financement de l'économie, selon les principes de la charia à travers des mécanismes de financement appelés « participatifs ».</p> <p>•Dans ces banques, il existe un lien direct entre d'une part les comptes d'investissement (dépôts) au Passif dont la rémunération et le principal ne sont pas garantis et d'autre part leurs affectations à l'actif sous forme de financements telles que la Mourabaha et l'Ijara etc.</p> <p>•Les déposants bénéficient des situations favorables et supportent les résultats défavorables, ils partagent la</p>

		performance de la banque, d'où l'appellation "Banques Participatives".
<b>BOUHASSANI</b>  <b>Amsterdam</b>	هل سيتم فتح فروع لهذه البنوك في الخارج، لتمويل مشاريع الجالية	<ul style="list-style-type: none"> <li>• لا يمنع مشروع القانون فتح فروع للبنوك التشاركية في الخارج. ويخضع فتح هذه الفروع إلى الأحكام المطبقة على مؤسسات الائتمان في هذا المجال.</li> </ul>
<b>الوالي</b> <b>الشتوكي</b> <b>شارع محمد</b> <b>الخامس رقم</b> <b>264 أفراك</b> <b>تيزنيت</b>	<p>لماذا:</p> <p>- استثناء التمويلات الصغرى من المالية الإسلامية،</p> <p>- عدم إدراج بعض العقود البالغة الأهمية مثل الصكوك وعقود السلم والاستصناع وغيرها،</p> <p>- لا يجوز أن تكون هناك مشاركة في ودائع الاستثمارية "مقابل عمولة يدفعها المودع"،</p> <p>- ضرورة وجود نظام تأمين تكافلي من أجل نجاح تجربة البنوك الإسلامية،</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• يمكن للبنوك وشركات التمويل بموجب المادة 60 مزاولة جزء أو كل العمليات الخاصة بالبنوك التشاركية. كما يمكن لهيئات أخرى أن تمارس العمليات الخاصة بالبنوك التشاركية شريطة التقيد بالقوانين و التنظيمات الخاصة بها.</li> <li>• فيما يخص المنتوجات الأخرى، فإن المادة 57 تعطي للبنوك التشاركية إمكانية تقديم منتوجات أخرى وفقا لأحكام الشريعة، وذلك مع إصدار منشور يحدد المواصفات التقنية لهذه المنتوجات وكيفية تقديمها إلى العملاء. كما لا يمكن تحديد لائحة متكاملة للمنتوجات المالية في مشروع القانون حتى يبقى باب الابتكار و</li> </ul>



إدخال منتوجات جديدة مفتوحا.

- يفتح مشروع تعديل القانون رقم 06-33 المتعلق بتسديد الديون إمكانية إصدار صكوك مما يمكن من توفير السيولة في سوق الرساميل.
- تعتبر الودائع الاستثمارية كعقد يربط بين المودع كعمول والبنك كمدير، وذلك مقابل عمولة يدفعها الممول (المودع) من أجل عمل التدبير الذي يقوم به البنك التشاركي. من جهة أخرى، يمكن للأطراف المعنية اتخاذ قرار اقتسام الأرباح الناتجة عن هذه الاستثمارات وفق نسبة محددة مسبقاً.
- إنشاء نظام تأمين تكافلي يدخل في نطاق مدونة التأمين لا في إطار القانون المتعلق بمؤسسات الائتمان والهيئات المعتمدة في حكمها.
- تعد الغرامات التأخيرية ذات صفة تعاقدية، حيث أن كل عقد يستوجب مطابقة لأحكام الشريعة من طرف لجنة الشريعة للمالية.

- عدم الإشارة إلى طريقة التعامل في حالة التأخير عن أداء المستحقات،

- يجب العمل على إصدار منظومة متكاملة للمالية الإسلامية، تنظم العلاقة مع القانون الضريبي ومدونة التأمينات وبورصة القيم ومدونة التجارة وقانون استرجاع المستحقات (recouvrement)، الخ،

- عدم الإشارة إلى كيفية تعامل البنوك التشاركية مع البنك المركزي من أجل جلب السيولة أو توظيف الأموال،

- غياب التدقيق حول خضوع البنوك التشاركية لصندوق ضمان الودائع الذي تنص المواد المتعلقة به على اشتغاله بالفائدة،

- ضرورة تخفيض التكلفة بمساواة العبء الضريبي وتعميم الامتيازات الضريبية التي يستفيد منها الأفراد في إطار القروض بالفائدة، وحل المشاكل المتعلقة بالتسجيلات لدى المحافظة العقارية،

- ضرورة استعجال المراسيم التطبيقية حتى لا يبقى القانون معلقاً بعد إقراره.

		<ul style="list-style-type: none"> <li>• لا تدخل الاليات الخاصة بجلب السيولة في إطار هذا القانون بل تتعلق بتطبيق القانون الأساسي لبنك المغرب.</li> <li>• تجدر الإشارة إلى أن صندوق ضمان الودائع المنصوص عليه في إطار المقتضيات الخاصة بالبنوك التشاركية سيكون مخصصا لودائع هذه الأخيرة، ومغائرا في طريقة تسييره من طرف نفس الشركة المكلفة بتسيير الصندوق المشار إليه في المادة 131.</li> <li>• الأحكام الضريبية لا تدخل في إطار مشروع القانون المتعلق بمؤسسات الائتمان و الهيئات المعتمدة في حكمها</li> <li>• تعتبر ضرورة استعجال المراسيم التطبيقية من بين الأولويات المسطرة من أجل تفعيل هذا القانون.</li> </ul>
<p><b>السواني الغمارتي محمد Souani rue 20 n 6 tanger</b></p>	<p>في إطار الحرية التي يتوجه إليها المغرب في المجال الإقتصادي على الحكومة ان تدعم الأبنك التشاركية لإضافة التنوع للسوق المالية المغربية على غرار باقي الدول الحرة في العالم.</p>	
<p><b>LAHLOU 52 rue Jbel ayachi</b></p>	<p>Salam Concernant le projet de loi sur les banques islamiques, il constitue une avancée. Mais beaucoup de point faibles sont à relever:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Nous n'avons aucune information sur la qualification requise pour les ulemas qui vont statuer sur les produits et leur formation suffisante ou pas dans fiqh al muaamalates.</li> <li>2. Rien n'est mentionné sur les pénalités de retard, riba al jaahilia, or c'est un point crucial dans le fonctionnement des ces organismes.</li> </ol>	<p>1 et 5) L'article 61 stipule que la composition et les modalités de fonctionnement du Comité Charia pour la finance sont fixées par décret. 2) il s'agit d'un aspect contractuel, sachant que chaque contrat est établi en conformité avec les préceptes de</p>

	<p>3. Aucune mention n'est faite des sukuks, pourtant cruciaux pour le financement à court terme.</p> <p>4. La relation avec la banque centrale est opaque, et nous ne savons rien de l'utilisation qu'elle fera des fonds déposés par les banques islamiques.</p> <p>5. Aucune mention n'est faite des qualifications requises pour être membre des comité sharia internes.</p> <p>6. Aucune mention n'est faite du rapport qu'auront nos banques islamiques avec l'AAOIFI et la BID. Est-ce qu'on va profiter de leur 30 années d'expérience ou bien on va garder nos 30 années de retard pour ne jamais être un hub régional de la finance islamique?</p> <p>7. Rien n'est dit sur le takaful, condition sine qua none de la licéité du produit</p> <p>8. Il est plutôt inquiétant d'apprendre que les banques islamiques cotiseront dans un fond de garantie qui utilise les taux d'intérêt, art 139</p> <p>9. Une grande anomalie est l'ide faire de l'engagement d'achat à l'issue de l'ijara un engagement ferme. Cela rend le produit haram et illicite.</p> <p>Merci d'avance et bon courage</p>	<p>la Charia.</p> <p>3 et 7) Les aspects relatifs aux produits Takaful et Sukuk seront couverts respectivement par le Code des assurances et par la loi sur la titrisation qui sont en cours de finalisation.</p> <p>4) La relation entre les banques participatives et la banque centrale, notamment pour les besoins de refinancement, sera détaillée au niveau de la réglementation.</p> <p>6) Il est laissé au décret et à la réglementation bancaire le soin de préciser les détails requis sur la base des normes internationales en la matière.</p> <p>8) Selon l'article 70, il est institué un fonds de garantie des dépôts, destiné à indemniser les déposants des banques agréées à effectuer les opérations objet du présent titre (banques participatives), en cas d'indisponibilité de leurs dépôts et de tous autres fonds remboursables. Ce fonds est distinct du Fonds Collectif de Garantie des Dépôts cité à l'article 131. Toutefois, la gestion des deux fonds sera concédée à la même société gestionnaire (article 72).</p> <p>9. dans le cadre d'un Contrat Ijara Wa iqtinaa, la promesse d'achat est contraignante, (se référer aux pratiques internationales en la matière notamment la norme 9 de l'AAOIFO, article 8 alinéa 2).</p>
<p><b><u>KHAIL</u></b></p> <p><b>11. RUE TILEMSEN, BVD LA FRANCE, ELJADIDA</b></p>	<p>مكن الإشارة على سبيل المثال لا الحصر إلى ما يلي:</p> <p>- استثناء التمويلات الصغرى من المالية الإسلامية، - عدم إدراج بعض العقود البالغة الأهمية مثل الصكوك وعقود السلم والاستصناع وغيرها،</p> <p>- ضرورة وجود نظام تأمين تكافلي من أجل نجاح تجربة البنوك الإسلامية،</p> <p>- عدم الإشارة إلى كيفية تعامل البنوك التشاركية مع البنك المركزي من أجل جلب السيولة أو توظيف الأموال،</p> <p>- ضرورة استعجال المراسيم التطبيقية حتى لا يبقى القانون معلقا بعد إقراره</p> <p>- ضرورة تخفيض التكلفة بمساواة العبء الضريبي</p>	<p>• سبق وتمت الإجابة على الأسئلة المطروحة. أنظر عناصر الجواب على أسئلة السيد الشتوكي.</p>

	<p>وتعميم الامتيازات الضريبية التي يستفيد منها الأفراد في إطار القروض بالفائدة، وحل المشاكل المتعلقة بالتسجيلات لدى المحافظة العقارية،</p>	
<p><b><u>BILAL EL OUARDI</u></b> <b>24, rue chahid mohammed elhabib, braness, tanger</b></p>	<p>إلى الإخوة والأخوات الكرام أعضاء الجمعية السلام عليكم ورحمة الله وبركاته، يسعدني أن أخبركم بنجاح الحلقة الدراسية التي نظمتها الجمعية بتاريخ 15 شتنبر 2012 حول مسودة مشروع تعديل القانون رقم 34.03 المتعلق بمؤسسات الائتمان والهيئات المعتمدة في حكمها، والتي تميزت بمشاركة نوعية وبمستوى جيد من النقاش. وقد تمت الإشارة من جهة، إلى العناصر الإيجابية التي أتاحتها من خلال الباب الثالث المتعلق بالبنوك التشاركية عبر إدراج عقد المضاربة وإحداث هيئة رقابة شرعية... الخ، كما تم التطرق من جهة أخرى، إلى ضعف هذه المسودة بالنظر إلى مستوى التطلعات والآمال المعقودة وإلى ما تتيحه الصناعة المصرفية الإسلامية من إمكانيات للنهوض بالاقتصاد الوطني تم اختزالها في المسودة المذكورة كنتيجة لطبيعتها جد الاحترازية. ومن بين الأفكار الواردة في الحلقة الدراسية، يمكن الإشارة على سبيل المثال لا الحصر إلى ما يلي: - استثناء التمويلات الصغرى من المالية الإسلامية، - عدم إدراج بعض العقود البالغة الأهمية مثل الصكوك وعقود السلم والاستصناع وغيرها، - لا يجوز أن تكون هناك مشاركة في ودائع الاستثمارية "مقابل عمولة يدفعها المودع"، - ضرورة وجود نظام تأمين تكافلي من أجل نجاح تجربة البنوك الإسلامية، - عدم الإشارة إلى طريقة التعامل في حالة التأخير عن أداء المستحقات، - يجب العمل على إصدار منظومة متكاملة للمالية الإسلامية، تنظم العلاقة مع القانون الضريبي ومدونة التأمينات وبورصة القيم ومدونة التجارة وقانون استرجاع المستحقات</p>	<p>• سبق وتمت الإجابة على الأسئلة المطروحة. أنظر عناصر الجواب على أسئلة السيد الشتوكي.</p>

	<p>(recouvrement)، الخ، - عدم الإشارة إلى كيفية تعامل البنوك التشاركية مع البنك المركزي من أجل جلب السيولة أو توظيف الأموال، - غياب التدقيق حول خضوع البنوك التشاركية لصندوق ضمان الودائع الذي تنص المواد المتعلقة به على اشتغاله بالفائدة، - ضرورة تخفيض التكلفة بمساواة العبء الضريبي وتعميم الامتيازات الضريبية التي يستفيد منها الأفراد في إطار القروض بالفائدة، وحل المشاكل المتعلقة بالتسجيلات لدى المحافظة العقارية، - ضرورة استعجال المراسيم التطبيقية حتى لا يبقى القانون معلقاً بعد إقراره.</p>	
<p><b><u>HAITAMI</u></b> <b><u>MOHAMMED</u></b>  <b>N° 8 Rue n° 3 Lot.</b> <b>Beverly</b> <b>Casablanca 20150</b></p>	<p>Le Titre III relatif aux banques participatives n'a pas traité des modalités de refinancement de ces banques et n'a pas consacré le recours au SUKUK à l'instar des produits de financement qu'il a énumérés (Mourabaha - Moudaraba - Ijara) ou encore l'accès au marché financier. Sans un cadre légal permettant à ces banques de lever des capitaux sur le marché et pas seulement auprès de la clientèle, le succès de ces banques sera hypothéqué.</p> <p>Par ailleurs, obliger ces banques à faire partie du GPBM qui est une instance de banques classiques peut être en contradiction avec le concept de banque participative.</p> <p>N'aurait-il pas fallu créer une instance spécifique pour ces banques comme c'est le cas pour l'APSF, avec une passerelle vers le GPBM ?</p> <p>Dés lors que le GPBM est une association de concertation avec les autorités monétaires, la voix des banques participatives risque d'être étouffée, puisque l'association est composée en majorité de banques classiques.</p> <p>La Loi pourrait au moins, si elle décide de maintenir le GPBM comme association unique, réserver légalement la Vice Présidence à un représentant de banque participative.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les aspects relatifs aux Sukuk seront couverts par la loi sur la titrisation qui est en cours de finalisation.</li> <li>• Les banques participatives sont considérées comme partie intégrante du système bancaire, sachant que les banques non participatives peuvent exercer les activités des banques participatives. Par conséquent, il serait opportun que toutes les banques adhérents à la même association au sein de laquelle des comités spécialisés peuvent être institués.</li> </ul>
<p><b><u>عبد الإله أمين</u></b>  <b>talborjt 128</b> <b>Agadir</b></p>	<p>سؤالي هو هل ستكون ثمة إعفاءات ضريبية لهذه البنوك التشاركية من أجل تخفيض كلفة اقتناء العقار في إطار عقد المراجعة أم أن الدولة ستبقي على الضريبة على الأرباح العقارية مما يجعل الكلفة مرتفعة على غرار ما كان عليه الحال في التجربة السابقة ( نقصد مؤسسة دار الصفاء )؟</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• في إطار عقد المراجعة، فإن قانون المالية برسم سنة 2009 تضمن مقتضيات تنص على تصفية ضريبة التسجيل على أساس تطبيق الرسوم على معاهدة واحدة. و في</li> </ul>

		<p>نفس السياق، تضمن قانون المالية لسنة 2010 مقتضيات تهم عقد المراجعة، حيث أنه تم خفض الضريبة على القيمة المضافة بالنسبة لهذه العقود.</p>
<p><b><u>MIMOUN ZBAYAR</u></b></p> <p><b>Lot 4094, Lotissement Al Wifaq TEMARA</b></p>	<p>Le projet de loi en question prévoit la création à l'article 61 d'un comité dénommé Comité charia pour la finance dont les missions sont fixées par l'article 62. Si ce comité concerne tous les opérateurs du secteur financier, il faut rédiger l'article 62 sur cette base. Dans ce cas, la nouvelle rédaction sera comme suit: Le Comité charia pour la finance a notamment pour missions de : - se prononcer sur la conformité à la Charia des opérations et produits offerts au public ; - répondre aux consultations des opérateurs sur le marché financier ; - donner un avis préalable sur le contenu des campagnes de communication des opérateurs sur le marché financier; - proposer toute mesure de nature à contribuer au développement de tout produit ou service financier conformes à la Charia. Cette nouvelle rédaction évitera de prévoir dans les lois régissant les autres opérateurs des dispositions similaires à celles relatives aux banques participatives. C'est le cas notamment des entreprises d'assurance lorsque le code des assurances sera revu pour prévoir les assurances Takaful.</p> <p>Par ailleurs, je soulève une question de fond quant à la création de l'article 61 dans la mesure où la création du Comité charia est du ressort du Conseil des Ouléma et ce, en application de l'article 8 du dahir précité. A cet égard, une concertation avec cette institution s'impose et la décision de création dudit comité devrait émaner de ce Conseil.</p>	<p>•Le champ d'application des missions du Comité Charia pour la Finance s'étend à toutes les institutions offrant des produits ou des services conformes à la Charia, tel que précisé par l'article 63 du projet de loi.</p>
<p><b><u>ABDELMOUTTAL IB</u></b></p> <p><b>131 AUGUSTIN SURZAC IMM ISMAILLIA N 4 ETAGE 1 BD MOULAY ISMAIL ROCHE NOIRES CASABLANCA</b></p>	<p>Salam J'ai lu globalement votre projet loi sur les banques, je respecte la démarche entreprise Mes remarques sont les suivantes ,concernant les modes de paiement à titre d'exemple les effets et prélèvement grâce aux modifications indiquées dans le projet loi, ses changements donneront une certaine crédibilité à ses modes de paiement 2ème remarques concernant les banques participative Un avis personnel sur le sujet c'est une nouvelle industrie des finances qui relancera l'économie nationale affectée par l'effet de ralentissement de l'économie mondiale, de ce fait ce courage pour introduire je dirai ce nouveau modèle économique est respectable. A noter que des idée et ou recommandation peuvent être émise dans ce projet loi et ce la création d'un organisme autonome et ce afin de veiller au respect de la conformité des banques de shariâa (Autre que (l'organe dépendant de BAM)</p> <p><b>Deuxième remarque</b> est de veiller à un encouragement fiscale en évitant la double taxation</p>	<p><b>Première remarque :</b> le Comité Charia pour la Finance est créée, conformément à l'article 61, au sein du Conseil Supérieur des Ouléma placé sous la tutelle et présidé par Sa Majesté conformément aux dispositions du dahir n°1-03-300 du 2 rabii I 1425 (22 avril 2004). L'article 61 stipule que la composition et les modalités de fonctionnement du Comité Charia pour la finance sont fixées par décret.</p> <p><b>Deuxième remarque :</b> pour éviter la double imposition aux droits d'enregistrement des</p>

		acquisitions par voie de « Mourabaha », l'article 7 de la loi de finances n° 40-08 pour l'année budgétaire 2009 a prévu l'application des droits d'enregistrement une seule fois lors de l'acquisition par l'établissement bancaire, en considération de lu principe de la neutralité de l'impôt.
	<p><b>Troisième remarques</b> :Pensez à favoriser la flexibilité de la réglementation de la bourse en lançant l'indice de performance liée au banque islamique ,permettre aussi la vente et achat des différents produit ex(SKOUK) liée à la FI dans le marché des blocs et marché secondaire de la bourse de Casablanca.</p> <p><b>Quatrième remarques</b> Pensez à créer un organisme autonome pour veiller à l'étude du problème de liquidité des banques participative.</p> <p><b>Cinquième remarque</b> : Pensez à l'élaboration du cahier charge conditionnée Formation, étude performance , conformité comptable aux normes des finance islamique de chaque banque demandant l'agrément d'installation au Maroc.</p> <p><b>Sixième remarques</b> : pensez à la promotion de la formation de la finance islamique. Et je souhaite un bon courage à tout les membres de gouvernement qui ont initié ce projet loi.Wa Salam Lotfi employe de banque.</p>	<p><b>Troisième remarque</b> :Les aspects relatifs aux Sukuk seront couverts par la loi sur la titrisation qui est en cours de finalisation.</p> <p><b>Quatrième remarque</b> : La relation entre les banques participatives et la banque centrale, notamment pour les besoins de refinancement, sera détaillée au niveau de la réglementation.</p> <p><b>Cinquième remarque</b> : les banques participatives sont soumises aux conditions d'octroi d'agrément fixées par Bank Al-Maghrib, sont tenues de transmettre des rapports annuelles sur la conformité à la Charia au Comité Charia pour la Finance, et enfin sont soumises aux contrôle et à la supervision de Bank Al-Maghrib. Ces mesures garantissent la conformité aux normes de la finance islamique.</p>
<p><u>MAHMOUD</u> <u>DAAZIZ</u></p> <p>اورير اكادير</p>	<p>هل يمكن الاقتراض بدون فائدة ربوية أم هي مجرد ابناك تشتري و تبيع حسب أرباحها المرجو توضيح</p>	<p>• تشير المادة 52 على إن البنوك التشاركية مؤهلة لمزاولة الأنشطة المشار إليها في المادة الأولى أعلاه بصفة اعتيادية بما لا يتعارض مع أحكام الشريعة وكذا العمليات التجارية والمالية والاستثمارية باستثناء كل عملية تعامل بالفائدة أخذا أو عطاء.</p>
<p><u>عبد الوهاب</u> <u>errachidia</u></p>	<p>السلام عليكم أنا مسلم و أفخر بمغربيتي أود أن</p>	

أسئلكم هل ترضون أن ينقص أحد ما من دينكم  
الاسلامي في شئ؟ و أنا أيضا لن أقبل نقصا من ديني  
و هويتي و لهذا أصر بأن تكون البنوك  
الاسلامية 100% إضافة الى كونها مستقلة وحررة.